

I. Table des matières

I.	Un quotidien soumis « au tamis » des enjeux majeurs identifiés	3
A.	L'accès aux services en milieu rural	3
B.	La mobilité	4
C.	L'adaptation aux impacts du changement climatique	4
D.	La préservation de la ressource en eau	5
E.	La préservation de la biodiversité	5
II.	Un quotidien qui se transforme	6
A.	Mobilité	6
F.	Déchets.....	6
G.	Cycles de l'eau	6
H.	Tourisme.....	7
I.	Économie.....	7
J.	Agriculture	7
K.	Petite enfance/enfance	7
L.	Le patrimoine	8
III.	Des actions qui déclinent les engagements de l'intercommunalité	8
A.	Animer et dynamiser le territoire : Terre de jeux 2024	8
B.	Accompagnement des communes « Transitions et mobilités durables » visant à soutenir les projets communaux	12
M.	Les actions de coopération avec les communes sur l'informatique	15
N.	Développement de l'économie de proximité	18
O.	Optimisation du foncier à vocation économique	20
P.	Accompagnement à la transition écologique des entreprises.....	22
H.	Équipement de la ViaRhôna et de la voie verte	24
I.	Conforter la capacité d'accueil touristique du territoire	27
Q.	Marketing territorial autour du vélo	29
R.	Mise en tourisme de sites naturels et de loisirs	31
S.	Bâtiment multi usages et partagé – siège communautaire	33
T.	Services aux territoires et citoyens -Tiers lieux Villemoirieu	36
U.	L'affirmation du rôle des centralités dans leurs bassins de services et la mise en place d'une Opération de Revitalisation Territoriale (ORT)	40
V.	Développement de solutions de covoiturage	43
W.	Encouragement au recours aux modes de déplacement actifs	45
X.	Développement des liaisons cyclables	47
Y.	Plan d'actions mobilité	49

Z. Réalisation d'un schéma modes actifs	51
AA. Étude pour la mise en œuvre d'une liaison Lyon-Crémieu en Transport en Commun en Site Propre (TCSP).....	53
BB. Étude de faisabilité pôle de service public enfance et santé.....	55
CC. Travaux d'entretien, de rénovation et de déploiement des bâtiments petite enfance.....	57
DD. Élaboration d'un projet éducatif de territoire intercommunal (PEDTi)	60
EE. Étude de faisabilité d'un centre culturel	62
FF. Atlas de la biodiversité.....	64
GG. Construire une stratégie des aires protégées des Balcons du Dauphiné	67
HH. Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) des Balcons du Dauphiné.....	70
II. Diagnostic préalable au déploiement de la stratégie alimentaire table	73
JJ. Élaboration de la politique publique agriculture	76
KK. Élaboration de la politique publique cycles de l'eau	78
LL. Élaboration étude ressources en eau	80
MM. Élaboration d'un plan de gestion sur les parcelles des ex syndicats des marais de Bourgoin et de Morestel sur le territoire des Balcons du Dauphiné	84
NN. La chogne : définition de la restauration.....	87
OO. Gestion de la végétation des berges.....	89
PP. Travaux de débusage de cours d'eau sur l'Amby	91
QQ. Travaux de restauration de La Bordelle et des Rivoirettes.....	93
RR. Définir les priorités en matière de jeunesse	98
SS. Elaboration de la politique publique stratégie et veille foncière	100
TT. Élaboration de la politique publique observation territoriale	102
UU. Mise en place d'un observatoire SIG.....	104
VV. Accompagnement technique sur les consommations d'énergie (Conseil en Energie Partagé +)	107
WW. Soutien aux communes concernant leurs consommations d'énergie (conseil en énergie partagée) et dans la rénovation de leur patrimoine (AGEDEN).....	109
XX. Elaboration de la stratégie de déploiement des énergies renouvelables.....	111
YY. Mise en place d'un accompagnement « performance énergétique » pour les particuliers..	113

Le projet de territoire a été construit par les élus communaux et intercommunaux. Il se constitue de 3 dimensions : un socle qui pose les enjeux majeurs pour le territoire et ses habitants, les engagements de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné ainsi que les **actions de l'intercommunalité pour 2022-2023**.



Le présent rapport traite des **réalisations 2022-2023**, à la fois au travers d'une gestion du quotidien renouvelée et aussi d'un plan d'actions. Les enjeux majeurs identifiés dans le socle ainsi que la méthode proposée dans celui-ci sont déclinés dans le déploiement de celui-ci.

I. Un quotidien soumis « au tamis » des enjeux majeurs identifiés

La communauté de communes prend sa part et s'engage dans un plan d'actions qui déploie la vision définie dans le socle et en droite ligne de l'aspiration de départ, à savoir :

- Donner du sens
- Agir maintenant et construire le futur
- Reconnecter les communes à l'intercommunalité.

Au-delà, ces actions en prenant en compte les enjeux majeurs identifiés dans le socle, rappelés ci-après, déclinent les engagements pris par la communauté de communes et contribuent à construire l'avenir souhaitable en transformant progressivement la réalité constatée. Pour mémoire, ils émergent de la confrontation entre l'horizon 2030 souhaité et l'état des lieux de l'existant. Il s'agit de valoriser les diverses dynamiques (économiques, démographiques...) en maîtrisant les pressions qui peuvent les accompagner (sur le foncier notamment), mobiliser les moyens nécessaires pour ne pas être seulement un territoire qui croît, mais plutôt un territoire qui se développe. Il convient de transformer l'action publique pour couvrir les besoins des habitants en maintenant les équilibres.

Aussi, ont émergé des enjeux sur lesquels il est essentiel d'investir car leur prise en compte garantira de s'approcher de la vision et donc d'influer sur le réel et par la même de le transformer. L'accès aux services (A) est le premier d'entre eux, auquel s'ajoute les mobilités (B), l'adaptation aux impacts du changement climatique (C), la préservation de la ressource en eau (D) et de la biodiversité (E).

A. L'accès aux services en milieu rural

La France a développé, sur son territoire, un réseau dense de services publics dont la carte reste principalement le reflet de préoccupations nationales. Cependant, comme les autres pays européens, elle doit adapter cette offre de services publics à des évolutions démographiques différenciées selon les régions, et saisir les opportunités d'amélioration du service et de gains d'efficacité permises par la révolution numérique.

Certains services publics, comme la gendarmerie nationale, les écoles ou la poste, conservent un maillage en milieu rural important, malgré leurs réorganisations. D'autres services publics, comme les préfectures, les trésoreries se sont orientées vers la dématérialisation des procédures, entraînant une diminution des guichets physiques. Cette évolution crée parfois un sentiment d'abandon, faute d'une évaluation suffisante des publics concernés, parfois très éloignés du numérique. Par ailleurs le rapport de la chambre régionale des comptes délibéré en avril 2022 juge la baisse ininterrompue des effectifs de l'administration d'État dans les territoires depuis 2010 peu réaliste. En effet, les optimisations réalisées d'un côté n'ont pas été réaffectées au regard des besoins, de l'autre.

Cela a pour effet d'entraîner une perte sèche de services sur des territoires comme les Balcons du Dauphiné. Les communes et l'intercommunalité compensent partiellement celle-ci, la création des espaces France services s'ils apportent un conseil précieux ne peuvent remplacer l'ensemble des services ayant quitté le territoire.

Que peuvent faire les territoires, les habitants et les élus, pour répondre à ces nécessités, dans un contexte de diminution des ressources et d'augmentation des besoins ?

La mobilité et la couverture numérique sont des problématiques qui doivent être appréhendées lorsque l'on parle de proximité et/ou d'accessibilité de services. La desserte numérique du territoire est nécessaire pour garantir sa performance économique, son attractivité résidentielle, mais elle est également essentielle en matière d'équité sociale. Les principaux services publics (hors écoles et structures petite enfance) et services médicaux ou « institutionnels » restent en périphérie du territoire, ce qui repose le problème de leur accessibilité. L'égalité d'accès aux services en milieu rural est un enjeu fort, cela suppose d'identifier les freins pour les lever.

B. La mobilité

Se déplacer facilement est un élément indispensable à la qualité de vie quotidienne des habitants. La mobilité est en effet une condition essentielle d'émancipation et d'accès de plein droit aux notions de liberté et d'égalité qu'elle véhicule, qu'il s'agisse d'accès à l'emploi, aux études, aux activités sportives, culturelles et de loisirs, aux démarches administratives, aux rendez-vous médicaux ou encore aux courses alimentaires. Les deux facteurs les plus limitants sont de nature géographique (éloignement de toute offre alternative à la voiture dans les secteurs ruraux) et en lien avec les difficultés de certains habitants (en situation de handicap, personnes âgées, jeunes et foyers modestes). Au-delà des solutions physiques à proposer, favoriser l'accès à une information fiable, simple et centralisée, accessible à tous aussi bien de façon numérique que via des relais de proximité (mairies, Espaces France Service) est essentiel. Il en va de la lutte contre l'isolement et du maintien des liens sociaux essentiels au bien-être des habitants. Il en va aussi de la lutte contre la vulnérabilité énergétique croissante des ménages face au renchérissement des énergies fossiles ainsi que de la réduction de la production de Gaz à Effets de Serre (GES), accélérateurs du changement climatique.

Être un territoire résilient et compétitif face aux défis environnementaux et sociétaux à venir passe donc inévitablement par une politique mobilités ambitieuse et soucieuse de répondre aux besoins des habitants.

C. L'adaptation aux impacts du changement climatique

Les preuves scientifiques sont sans équivoque : Le changement climatique est une menace pour l'humanité et la planète. Le dernier rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), publié le 4 avril 2022, montre que les risques climatiques apparaissent plus tôt que prévu, et de manière plus sévère (sécheresse, tempêtes, vagues de chaleur, etc.).

Les tendances et projection pour notre territoire donnent une augmentation de température entre 1 et 1,5 °C d'ici 2050, avec mise en œuvre d'une politique climatique (Source : DDT38 – Les enjeux du changement climatique en Isère - Données DRIAS), et entre 4 et 4,5 °C sans politique climatique.

Le changement climatique s'inscrit dans le contexte plus large des nombreux impacts humains sur l'environnement : Perte de biodiversité, épuisement des ressources naturelles, dégradation des sols et des écosystèmes. Les interactions entre climat, écosystèmes et sociétés humaines sont donc essentielles à prendre en compte pour bien comprendre les risques liés au changement climatique, et définir des pistes d'adaptation.

La rénovation des bâtiments, la transition vers les mobilités bas carbone (transports en commun, marche, vélo, covoiturage), la maîtrise de nos productions et nos consommations (d'énergie, de ressource, d'espace...), la gestion des espaces naturels, la sobriété, une alimentation saine issue d'une agriculture durable, sont autant de pistes d'actions pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre et la dégradation de nos écosystèmes.

Il revient au territoire de traiter ces champs d'actions par la mise en œuvre de politiques favorables à la lutte contre le changement climatique, répondant aux enjeux plus spécifiques de notre territoire, que sont l'agriculture, l'eau, la population et la préservation du patrimoine. La vulnérabilité du territoire au changement climatique est définie par le croisement entre les effets potentiels du changement climatique et l'impact des différentes activités. Il en est ici ressorti une priorité du plan climat en matière d'adaptation sur cinq secteurs stratégiques prioritaires.

D. La préservation de la ressource en eau

La stratégie vise à améliorer la résilience du territoire face aux conséquences du changement climatique et de ses impacts sur la ressource en eau. Pour cela, la communauté de communes envisage plusieurs axes de progrès :

- Intégrer des enjeux liés aux faibles niveaux d'eau et optimiser les usages de l'eau : il s'agit d'un enjeu majeur du territoire avec un risque important de diminution de la ressource. La collectivité veut intégrer cet enjeu dans les politiques publiques à la fois en termes de préservation de la ressource et d'économie de ses usages. Cela passe notamment par :

- La protection des captages d'eau potable dans un contexte de tension sur la ressource vis-à-vis des pollutions ;
- L'amélioration des rendements des réseaux d'alimentation en eau potable afin de réduire les pertes et d'optimiser la ressource ;

- Prendre en compte les phénomènes liés au changement climatique dans la vie économique : Le secteur économique et en particulier nombre d'industries du territoire, présente une sensibilité importante aux conséquences du changement climatique (disponibilité en eau, conflits d'usages sur l'eau, période de fortes chaleurs, rupture d'approvisionnement énergétique ou de la chaîne logistique...). Il convient d'intégrer cette culture du risque climatique au sein des entreprises afin d'augmenter leur résilience.

- Promouvoir une agriculture résiliente : secteur économique majeur des Balcons du Dauphiné, l'agriculture est aussi le premier secteur impacté par le changement climatique. Qu'il s'agisse de la dépendance à la ressource en eau, des sécheresses plus importantes, des gelées tardives ou encore de l'apparition de ravageurs et maladies, les impacts du changement climatique sur le secteur agricole sont déjà perceptibles.

E. La préservation de la biodiversité

En France métropolitaine selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), 14% des mammifères, 24% des reptiles, 23% des amphibiens et 32% des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition du territoire, tout comme 19% des poissons d'eau douce ou 15% des espèces d'orchidées pour la flore. Ce constat partagé de l'érosion de la biodiversité semble être sans précédent et s'accroître. L'origine en est principalement l'augmentation des pressions anthropiques sur près de l'ensemble des milieux et le changement climatique.

Le territoire des Balcons du Dauphiné a une grande responsabilité en matière de biodiversité, relevant une incroyable richesse écologique : à titre d'exemple, il abrite 30 habitats naturels d'intérêt européen, près de 75 espèces de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore » et 60 espèces de la directive

« Oiseaux » ; Ainsi, le site Natura 2000 qu'il accueille est un des premiers sites français du point de vue de la diversité d'espèces et d'habitats naturels d'intérêt européen, alors qu'il n'est que le 262ème en termes de surface.

Afin de contribuer à répondre à cette perte croissante de biodiversité, une nouvelle stratégie nationale a été adoptée pour les 10 ans à venir. Elle vise un niveau de protection de 30 % du territoire national, dont un tiers sous protection forte. Le territoire des Balcons du Dauphiné, ensemble du bloc communal, contribue aujourd'hui à un très bon niveau avec 2,6 % en protection forte (contre 1,8 % au niveau national) et 23 % pour l'ensemble des protections. Mais ce travail doit encore se poursuivre.

Par ailleurs, la biodiversité nécessite une prise en compte, au-delà des sites protégés et une intégration dans l'ensemble des espaces, par l'ensemble des acteurs socio-économiques du territoire, à l'image des derniers projets d'aménagement portés par la communauté de communes (ViaRhôna ouest, voie verte des Balcons du Dauphiné...). Enfin, la biodiversité et les écosystèmes naturels et agro-naturels peuvent être considéré comme un véritable atout du territoire, source de résilience dans un contexte de changement climatique et support de développement (tourisme...).

Les questions relatives au foncier et à l'encadrement de son artificialisation dans le contexte de la loi Climat et Résilience doit nous interroger sur les stratégies à mettre en place, afin de garantir le développement équilibré du territoire malgré tout.

II. Un quotidien qui se transforme

A. Mobilité

La mobilité est désormais systématiquement abordée et prise en compte de façon transversale dans l'ensemble des politiques publiques et actions portées par l'intercommunalité. Le sujet n'est pas pensé de façon verticale par un service mais animé de façon horizontale avec l'ensemble des directions, comme un facteur conditionnant à la qualité des projets : accès aux services, aux événements culturels et/ou à l'emploi, insertion, sport/santé, tourisme, l'urbanisme... sans oublier les enjeux de gestion patrimoniale. Les projets en lien avec la mobilité peuvent ainsi être porté par l'ensemble des services concernés (direction de l'économie pour les plans de déplacements entreprises, direction de l'enfance pour l'accès aux centres de loisirs, etc.), la direction de projet de la mobilité se positionnant en pilote et

« assembler ». Développer une offre et des solutions de mobilité n'est pas une finalité mais un moyen au service des objectifs poursuivis par l'intercommunalité, au premier rang desquels répondre aux besoins des habitants. La collectivité elle-même intégrera dans sa politique employeur ces changements de pratiques pour son personnel, avec un travail sur les déplacements professionnels et domicile / travail, avec la proposition de solutions alternatives et décarbonées (covoiturage, mise à dispo de vélo, renouvellement du parc auto au profit de véhicules électriques...).

F. Déchets

L'implication de l'intercommunalité dans la politique de gestion des déchets est complète. L'intercommunalité exerce pleinement sa compétence et porte sa voix au sein du SYCLUM, par l'intermédiaire de ses délégués syndicaux. Le SYCLUM met en œuvre les priorités et orientations définies par les Balcons du Dauphiné, en lien avec les deux autres intercommunalités membres. Les rencontres sous diverses formes sont régulières. Les délégués syndicaux sont réunis, notamment avant les conseils du SYCLUM afin de porter la vision délibérée dans le projet de territoire par l'intercommunalité et ainsi de parler au nom du collectif.

Par ailleurs, la question de l'économie circulaire est un des axes de la politique de développement économique, afin de répondre aux enjeux climatiques et de préservation des ressources. Ainsi, la question du réemploi, du tri et du recyclage, de la réduction de la production de déchet vient au centre des orientations de la politique déchet.

Enfin, la communauté de communes se devra d'être exemplaire, en mettant en œuvre ces principes au sein même de ses services, depuis l'adaptation de la commande publique aux pratiques des agents (écogestes), des usagers des services.

G. Cycles de l'eau

Les cycles de l'eau sont au cœur du socle du projet de territoire avec la préservation de la ressource en eau inscrite en tant que telle comme enjeu majeur. Elle fait l'objet d'ailleurs d'ores-et-déjà de plusieurs actions de connaissance en cours. Ils sont en lien étroit avec les enjeux du changement climatique et de la biodiversité, en particulier au travers des actions de la compétence GEMAPI, qui visent à restaurer les milieux aquatiques et humides, et les puits de carbones par exemple.

Cependant, cette politique publique va être réinterroger de manière importante, notamment suite aux études sur la ressource. Les économies d'eau seront un axe de travail majeur, afin d'à la fois satisfaire l'ensemble des besoins des usagers, tout en n'impactant pas de manière significative les milieux. De manière conjointe, les pratiques dans leur diversité ayant un lien avec les cycles de l'eau devront intégrer les questions d'économie d'énergie, de la durabilité des aménagements, de la préservation de la qualité de l'eau, d'augmentation de la résilience du territoire face au changement climatique. Ces changements s'intégreront jusque dans l'activité des services de la collectivité eux-mêmes.

H. Tourisme

L'office de tourisme, bras armé de la politique de développement touristique de l'intercommunalité, a intégré les enjeux majeurs du projet de territoire dans son quotidien. La tarification des visites guidées a évolué pour encourager les familles avec enfants à participer. Une réflexion est en cours pour pouvoir s'adresser au public sourd et malentendant. Par rapport aux enjeux de mobilité, le vélo est devenu l'axe majeur de développement et de promotion. De nouveaux itinéraires cyclables sont en cours de définition pour encourager la pratique du vélo et les équipements nécessaires à un meilleur confort d'usage amélioreront leur accessibilité par le plus grand nombre. Concernant la préservation de la ressource en eau, une procédure de marché public va être lancée pour faire imprimer les brochures touristiques auprès d'un imprimeur qui met en place des process limitant l'impact environnemental. De plus, des projets ambitieux seront menés dans l'objectif de mettre en avant le Rhône et ses enjeux (archipel des îles du Haut Rhône, Vallée bleue). L'accent est également mis sur la sensibilisation à la préservation de la biodiversité grâce au partenariat avec le département de l'Isère au sujet des animations grand public dans les espaces naturels sensibles.

I. Économie

L'accent est mis sur l'accompagnement des entreprises (tous secteurs) et sur les communes pour leur faciliter l'accès aux dispositifs de soutien de leurs initiatives et les mettre en contact avec des interlocuteurs pertinents. Les enjeux de l'adaptation au changement climatique et de la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité sont pleinement intégrés à tous les projets de création et de requalification des zones d'activités. Par exemple l'extension du parc d'activités du Rondeau accueillera des entreprises qui auront l'obligation de produire au moins 50 % de leurs besoins énergétiques. Une vigilance est portée sur le respect de l'environnement par les entreprises situées sur les zones d'activités. Un comité de sélection des candidatures est mis en place et analyse les offres sous le prisme des enjeux majeurs, le ratio consommation d'espace / nombre d'emplois créés est mis en place.

J. Agriculture

Les actions en matière d'agriculture intègrent d'ores-et-déjà la majorité des principes du socle du projet de territoire. En effet, les mesures et projets agro-environnementaux intègrent entièrement à la fois les questions de biodiversité, d'eau et de changement climatique, démontrant l'efficacité de ces approches. D'un autre côté, le service de remplacement agricole aborde la question de l'accessibilité en milieu rural d'aides, notamment pour les habitants et actifs en difficulté, ici le public agricole. Le champ de l'agriculture sera étendu afin d'élargir la base d'exploitations touchées, en premier lieu au service d'une alimentation locale et de qualité pour les Balcons du Dauphiné, qui puisse répondre davantage aux principes du socle du projet de territoire. Les questions que sont le changement climatique, la ressource en eau ou la biodiversité par exemple seront plus particulièrement investies dans les orientations de la politique agricole à venir. C'est nécessairement en transversalité que ce travail pourra être conduit, avec l'économie, le tourisme, l'environnement, mais aussi les différents services à la population tels que crèches, centres de loisir...

K. Petite enfance/enfance

La communauté de communes souhaite faciliter le quotidien des usagers, notamment des parents et futurs parents du territoire, tout en prenant en compte les enjeux du projet de territoire.

Cela va se caractériser par une considération augmentée pour l'accueil réservé aux enfants ayant des besoins spécifiques (ex : atteints de maladie chronique, vivant avec un handicap, etc.). En effet, la communauté de communes devrait bénéficier du concours d'un référent santé et accueil inclusif, expert en la matière. Il sera chargé d'informer, de sensibiliser et de conseiller les professionnels en matière de santé du jeune enfant et de l'inclusion des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique.

Aussi, l'accessibilité aux services sera amplifiée, en re définissant les contours géographiques et la localisation des structures, en harmonisant et problématisant l'offre de loisirs, la tarification, en réorganisant les relais petite enfance, réels guichets uniques en matière de modes d'accueil des jeunes enfants. Tout en garantissant la proximité avec les usagers et les professionnels, les relais devraient simplifier leur visibilité, disponibilité et expertise pour ses publics, en se regroupant en 3 grands pôles couvrant l'ensemble du territoire. L'enjeu est de replacer l'enfant au cœur du projet, co-construire et co éduquer ensemble, créer du lien et mettre de la cohérence entre les différents lieux de vie de l'enfant et analyser les enjeux de la parentalité dans nos actions quotidiennes.

Des actions identifiées :

- Tendre vers une alimentation plus saine dans les structures en se fournissant auprès des producteurs locaux du territoire, en étant acteurs du plan alimentaire territorial,
- Faciliter la mobilité à travers le territoire (se déplacer en vélo, mise en place de « navettes » écologiques...)
- Faire (re) découvrir le territoire aux enfants/aux familles à travers une offre de loisirs en partenariat avec les acteurs locaux du tourisme, de l'environnement, de la culture...

Enfin, le développement durable sera le fil conducteur de ces politiques publiques, depuis l'achat des petites fournitures, en passant par la sensibilisation des enfants et leurs familles à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité, jusqu'à la création de nouveaux bâtiments écoresponsables et durables. D'ailleurs à ce titre, l'ensemble des structures devraient changer leurs pratiques en termes d'entretien des locaux : fabriquer elles-mêmes et utiliser des produits d'entretien dits « doux », à partir de matières premières respectant l'environnement (ex : vinaigre blanc, savon noir, etc.).

Les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain, ils sont « la porte d'entrée » des valeurs et des enjeux que l'on veut transmettre.

L. Le patrimoine

Le patrimoine est impacté fortement par les enjeux de l'intercommunalité, dans le cadre des politiques publiques déployées.

Tout d'abord, les projets structurants de la collectivité (développement de patrimoine, réhabilitations, nouveaux ouvrages, ...) sont réfléchis dès la phase programmation afin d'adapter les prescriptions aux lignes directrices posées. Ceci se traduit par une sensibilisation des différents acteurs (programmiste, maître d'œuvre, entreprises,) aux enjeux de la collectivité mais aussi à l'ouverture des projets aux variantes, options, permettant une évolution concrète et dans le sens souhaité.

Les actions courantes des agents sont impactées via une sensibilisation concernant la gestion globale d'intervention. Autrement dit, cette sensibilisation passe par l'optimisation sectorielle des interventions, la limitation de mise au rebus de matériel (augmentation de réutilisation, réparation), la temporisation de certaines actions afin de permettre une réflexion globale intégrant les enjeux et les possibilités techniques. Ceci passe par un commencement de mise en pratique de la coopération avec les communes pour des interventions techniques.

Pour finir, une méthode « projet », garantissant une entière transversalité, est l'élément essentiel de l'application concrète des enjeux et politiques publiques portées par la communauté de communes. Le service patrimoine étant un service support, et, apportant les analyses stratégique et technique sur les projets de chaque, la veille technologique et réglementaire est primordiale afin de garantir l'évolution des pratiques.

III. Des actions qui déclinent les engagements de l'intercommunalité

A. Animer et dynamiser le territoire : Terre de jeux 2024

FICHE ACTION

ACTION N° COOP1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

La communauté de communes veut s'engager auprès des communes, des associations, acteurs et partenaires du territoire sur un projet commun. Elle a pour objectifs de fédérer les communes et dynamiser le territoire en favorisant le lien social et l'inclusion.

Le territoire est riche en infrastructures sportives et a de nombreux sportifs reconnus nationalement. La labellisation Terre de Jeux reçu en mars 2022 va permettre de répondre à ces objectifs.

Elle permet de mobiliser les habitants autour d'un événement historique et faire vivre l'aventure

olympique sur le territoire à travers un ensemble d'opérations festives et éducatives touchant un large public.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : éducation nationale, communes, associations, professionnels de santé

Opérationnalité : x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le projet de territoire a déterminé des grands enjeux majeurs qui doivent être pris en compte dans les projets et actions de la collectivité. Le label Terre de jeux est un outil qui prend en compte ses axes et qui déploie les différentes orientations politiques.

Les enjeux majeurs du territoire des Balcons du Dauphiné :

- L'accès aux services en milieu rural
- La mobilité
- L'anticipation et l'adaptation au changement climatique
- La préservation de la ressource en eau
- La préservation de la biodiversité

En 2024, la France accueillera le monde à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Tony Estanguet, président du Comité d'Organisation de Paris 2024, a lancé au sénat le 17 juin 2019 le label Terre de Jeux 2024 destiné aux collectivités territoriales qui souhaitent s'engager dans l'aventure olympique et paralympique et mettre plus de sport dans le quotidien de leurs habitants.

Cette labellisation a été présentée en conseil communautaire en janvier 2022 et un appel aux communes a été lancé pour qu'elles puissent également demander leur labellisation.

La communauté de communes a reçu sa labellisation en mars 2022.

A ce jour en juin 2022 :

- 11 communes ont candidaté
- 5 ont obtenu leur label : Porcieu /Saint Chef /Leyrieu /Tignieu /Vignieu

Une directrice de projet Terre de Jeux accompagne les communes pour la demande de labellisation, intervient en conseil municipal et sur le montage du dossier. Elle se met en lien avec les sportifs et associations pour créer un réseau. Les agents et élu participent également aux réunions structurantes Terre de jeux 2024.

Deux comités de travail vont être organisés pour définir les actions possibles (par exemple, retransmission publique des Jeux, organiser des rencontres entre sportifs de haut niveau et la population)

- Groupe de travail communes labellisées
- Groupe de travail agents (différents services)

(1) Terre de jeux 2024 : outils pour permettre de déployer les orientations politiques :

- Mise en tourisme des vélo-routes
- Services publics en milieu rural
- Politique culturelle/ enfance/ petite enfance/ tourisme
- Déchets/Mobilités/développement économique /santé
- Politique agricole

(2) Objectifs terre de jeux :

Terre de jeux 2024 au service du projet de territoire des Balcons du Dauphiné : au travers du sport, renforcer l'éducation, la santé, l'inclusion :

- Plus de sport durable et responsable
- Plus de sport accessible à tous, sans distinction d'âge, de genre, de lieu de résidence, d'orientation sexuelle, d'origine ou de condition physique.
- Plus de sport pour vivre des émotions uniques

(3) **Enjeux :**

Engager une démarche écoresponsable lors d'organisation des événements sportifs (réduction des déchets, intégrer un critère d'alimentation durable, favoriser l'utilisation de moyens doux)

- 1- Favoriser la découverte des activités sportives tout au long de l'année en se servant des infrastructures du territoire :
 - Via Rhôna : mise en place du dispositif « Savoir rouler à vélo » du ministère des sports
 - Piscine intercommunale : mise en place du dispositif « J'apprends à nager » du ministère des sports
- 2- Faire du sport un moteur de valorisation du territoire et de développement économique et touristiques :
 - Permettre de favoriser le sport et le tourisme par les parcours de la Via Rhôna
 - Déployer des espaces d'accueils collectifs comme au Serverin

La collectivité a déposé la labellisation centre de préparation aux jeux en partenariat avec la commune de Porcieu et la base nautique de l'Isle de la Serre. Pour accueillir les kayakistes français et/ou internationaux dans le cadre de leur préparation olympique ou paralympique, la collectivité doit proposer des hébergements 3 étoiles à proximité du lieu d'entraînement. L'aménagement d'un hébergement sur le site du Serverin pour accueillir ces équipes répond aux critères demandés.

Ce site permettra également d'accueillir d'autres publics pour des activités culturelles, artistiques, aménagement du parc...

Reprise du marché par le cabinet d'architecture Gaïa (maintenant Sens architecture) et dépôt du permis de construire pour la 1^{ère} tranche de travaux (réaménagement du gîte « La Grange » et travaux de désamiantage sur les autres bâtiments).

- 3- Promouvoir la pratique sportive auprès des élus et du personnel de la collectivité : développer de façon régulière une pratique sportive sur son lieu de travail dans le cadre du sport santé au travail et proposer des animations sportives ponctuelles qui permettent de créer du lien entre les agents et les élus et favorisent le travail en transversalité.
- 4- Communiquer sur le déploiement de l'aventure des jeux sur le territoire des Balcons du Dauphiné via des photos, vidéos

Contenu de l'action :

Les actions proposées sont les suivantes :

- Journée Nationale Olympique 23 juin 2022 sur le thème de la paix :
 - 22 juin (événement piscine « swim and run »/actions centre de loisirs)
 - 23 juin : JO agents /élus à Arandon
 - Du 22 au 26 juin : challenge du 25m le plus rapide (à la piscine)
- Tour du Valromey (stand terre de jeux) 14 juillet 2022
- Road tour organisé par Fédération Française du sport pour tous : 50 activités sportives proposées et animées de 9h30 à 12h30 et de 17h à 20h
- Expérience viarhona : samedi 24 et dimanche 25 septembre 2022 :
 - Stand terre de jeux et participation agents/élus à cet événement vélo
- Semaine olympique nationale du 3 au 8 avril 2023
 - Construction Projet éducatif avec l'Education Nationale et l'USEP pour Rassemblement de toutes les écoles du territoire autour de journées olympiques et paralympiques
 - Information toutes les communes sur cette semaine olympique 2023 : communiquer auprès

de toutes associations sportives et autres pour mettre en place des événements liés aux JO.

Un travail en transversalité avec les services de la collectivité sur la nutrition, le sport et les journées olympiques.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : sport / santé/alimentation

► CALENDRIER

Juin 2022 à aout 2024

Travaux du gîte du serverin : janvier 2023-novembre 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses :

- Directeur projet Terre de jeux
- Serverin : réaménagement gîte de la grange et travaux de désamiantage sur les autres bâtiments (fin des travaux décembre 2023).
- Gîte Isle de la Serre : travaux de réfection pour accueillir tous types de publics (valides et tout type de handicap) tout au long de l'année (kayakistes, cyclistes, ...)
- Réfection de la rivière artificielle de l'Isle de la serre (changement de vanne, changements de portes de passage des kayaks sur la rivière, affichage des temps, ...)
- Construction de vestiaires fermés et chauffés sur la base de l'Isle de la serre pour accueillir toute l'année les kayakistes mais également les cyclistes Via Rhôna.

B. Accompagnement des communes « Transitions et mobilités durables » visant à soutenir les projets communaux

FICHE ACTION

ACTION N°COOP2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes
Le projet de territoire définit des enjeux prioritaires pour les Balcons du Dauphiné. La mutualisation et la coopération sont au cœur de ce projet.
Afin d'accompagner les communes dans leurs projets, la communauté de communes met en place un dispositif d'accompagnement technique et financier sous forme d'appel à projet expérimental.
- Action rattachée à l'enjeu n° ? défini dans le projet territorial :
- Porteur/Pilote de l'action :
Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
47 communes du territoire
- Opérationnalité : 1^{er} appel à projet 01/07/2022 au 30/06/2023

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le projet de territoire Balcons du Dauphiné sera validé par la communauté de communes en juillet 2022. La coopération et la mutualisation entre l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et les communes est au cœur de ce projet.

Les transitions (en matière énergétique, écologique, de services) et la mobilité durable ont été définies comme des priorités pour le territoire.

De nombreux schémas ou politiques ont été présentés et votés ces derniers mois : Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE), Programme Local de l'Habitat (PLH), Convention Territoriale Globale (CTG), schéma numérique, ainsi que l'ensemble des politiques publiques délibérées par la communauté de communes. Ils contribuent à donner la vision de notre collectivité et des outils concrets d'actions.

La communauté de communes souhaite accompagner les communes pour qu'elles contribuent à ce projet de territoire Balcons du Dauphiné.

Objectifs :

- Développer les transitions et les mobilités durables
- Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire Balcons du Dauphiné
- Favoriser la coopération et la mutualisation entre communes et communauté de communes

De manière opérationnelle, cet appel à projet vise à favoriser :

Le développement des transitions

- Transition **énergétique** (rénovation thermique des bâtiments, diagnostic, ...)
- Transition **écologique** et environnementale (biodiversité, solutions fondées sur la nature...)
- Transition **sociale** (scolaire, offre médico-sociale, sports/Terre de Jeux, jeunesse, vieillissement, accessibilité, solidarité, ...)

- Transition **économique** (agricole, touristique, circulaire...) : consommation locale, circuits courts, alimentation durable, commerce de proximité...
- Transition **démocratique** : égalité d'accès aux services publics, formations des agents, des élus, des citoyens sur les transitions
- Etc...

Le développement des mobilités durable

- Aménagement d'espaces publics., de cheminements doux, de stationnement
- Aide à l'ingénierie
- Aménagements paysagers
- Développement de la multimodalité, mobilité partagée, mobilité décarbonée...
- Etc...

Le caractère **innovant** et **expérimental** des projets sera recherché.

Contenu de l'action :

Dispositif d'accompagnement des communes

-Accompagnement technique : mobilisation des services de la communauté de communes pour accompagner les projets communaux

Accompagnement financier : 1 000 000 € de subvention

Plafond de subvention : 50 000 € par projet, limité à 2 projets par commune mais multipliable par autant de communes concernées en cas de projet porté en commun par plusieurs communes

Taux d'aide (selon le montant de dépenses prévisionnelles) :

80 % jusqu'à 20 000 €

60 % de 20 001 à 40 000 €

50 % à partir de 40 001 €

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Coopération et mutualisation

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Transitions et mobilité durable

► CALENDRIER

Juillet 2022 à juin 2023 - 1^{er} appel à projet

Été 2023 - Bilan de l'expérimentation

Juillet 2023 – juin 2024 – 2^e appel à projet

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses :

Fonctionnement (étude/accompagnement)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
AAP 2022-2023 Subvention aux communes 1 000 000 €	Autofinancement CC 2 000 000 €
AAP 2023-2024	

Subvention aux communes 1 000 000 €	
TOTAL 2 000 000 €	
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Lancement du 1 ^{er} AAP 07/2022	Nombre de projets reçus Nombre de projets accompagnés	Corrélation entre les projets communaux et les enjeux intercommunaux identifiés dans le projet de territoire Balcons du Dauphiné
Evaluation du dispositif expérimental		
Lancement d'un 2 ^{ème} AAP 07/2023		

M. Les actions de coopération avec les communes sur l'informatique

FICHE ACTION

ACTION N° INFO1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Au cours de ces derniers mois, la communauté de communes a élaboré son premier schéma directeur informatique et numérique territorial. L'objectif de la démarche entreprise il y a quelques mois était de produire un état des lieux précis tant de l'équipement que des pratiques, d'identifier les besoins et les usages à déployer tant pour la communauté de communes, que pour les communes et les usagers des services proposés par le territoire. L'ensemble des champs a ainsi été analysé, les infrastructures et la sécurité, les applications fonctionnelles présentes et manquantes, l'urbanisation. La maturité numérique a également été analysée, les ressources actuelles prises en compte ainsi que le cadre réglementaire tel le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ou ce qui a trait à la sécurité.

Ce travail a permis de préciser les enjeux, de mieux comprendre l'organisation de la fonction « système d'information » et de construire une feuille de route pluriannuelle pour l'intercommunalité et les communes qui le souhaiteront, en fonction de leurs besoins particuliers et selon des dispositions adaptées à chacune.

Les propositions :

- Évolution des serveurs et du cœur de réseau (infrastructure)
- Neuf projets pris en charge en année 1 du schéma qui cochent ~~les~~ trois critères de priorisation et leurs enjeux pour la communauté de communes en sus des projets déjà lancés :
 - Observatoire socio démographique
 - Le Pro logiciel Système d'Information de gestion des Ressources Humaine (SIRH)
- Stratégie d'équipement, présentation des profils types.

Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus
Préciser l'échéance si possible : stratégie 2022 et mise en œuvre 2023

2- Descriptif détaillé de l'action

1. Structuration de l'infrastructure réseau et serveur de la communauté de communes :
2. Sécurisation et protection des données, facilité des échanges, ouverture de services mutualisés, archives numériques.
3. Observatoire socio démographique : mise en place de la 1ère brique reste à définir les modalités des mises à jour des données, les formations, les accès qui concernent pour le moment les communes de plus de 1 500 habitants, la présentation leur ayant été faite.
4. Pro logiciel ressources humaines (SIRH) : une identification des communs tests pour expérimentation va être effectué suite aux demandes. Sur trois méthodes de coopérations
 - Mise à disposition du logiciel SIRH sur nos serveurs
 - Effectuer les actions pour la commune sur notre logiciel
 - Portage sur la commune
5. Stratégie d'équipement

Les rôles d'un système d'information :

- Gérer, organiser, tracer, stocker, traiter et diffuser les informations
- Assister les utilisateurs et faciliter l'exécution de leurs travaux

- Automatiser et dématérialiser des tâches et des traitements
- Accélérer la communication interne ou externe
- Produire des informations de pilotage et d'aide à la décision
- Être le levier de performances

La stratégie d'équipement prend en compte également les enjeux majeurs du projet de territoire pour la politique d'achat.

- Égalité d'accès aux services
- Mobilité
- Anticipation et l'adaptation au changement climatique / sobriété numérique
- La préservation de la ressource (en eau)
- La préservation de la biodiversité

Et le cadre légal de la loi Anti-Gaspillage pour une Économie circulaire (AGEC) qui est une obligation de 20% du montant annuel des dépenses concernant des bien soient issus du réemploi, ou comportant des matières recyclées.

Afin de pouvoir s'adapter à un regroupement d'achat entre les communes et la communauté de communes. Une typologie de profil de poste est validée :

Le poste sédentaire	Le poste sédentaire spécifique	Le poste semi-nomade
Agent qui reste sur le même lieu de travail. Aucun prérequis sur les outils informatiques et utilisation des logiciels bureautiques et métiers validés par le SI.	Agent qui reste sur le même lieu de travail. Des prérequis sur les outils informatiques métiers qui nécessitent d'utiliser un pc fixe spécifique.	Agent qui se déplace et a un bureau sur un site. Aucun prérequis sur les outils informatiques et utilisation des logiciels bureautiques et métiers validés par le SI.
Le poste nomade	Le poste isolé	Le poste sans équipement informatique
Agent qui est sur le terrain une grande partie de son temps. Des prérequis nécessaires afin d'adapter les outils informatiques.	Agent qui est sur le terrain une grande partie de son temps et travaille seul. Adaptation nécessaire des outils informatiques.	Agent qui n'utilise pas les outils informatiques. L'agent possède un accès à la messagerie et au portail agent. Adaptation nécessaire des outils informatiques.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Direction des systèmes d'informations

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Les communes

► CALENDRIER

Validation d'un plan de mise en service sur le territoire des Balcons (grands objectifs) en octobre 2022

3- Financement

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

L'option décidée est une mise à niveau rapide du système d'information avant de stabiliser l'ensemble à partir de 2024. Ainsi la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) au Budget Primitif 2022 d'une enveloppe globale d'Autorisation de Programme (AP) de 2,2 millions d'euros sur 3 ans, 600 K€ (2022), 800 K€ (2023), 800 K€ (2024).

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Pour déployer le schéma directeur informatique et numérique territorial (2022 – 2026), la création d'un poste permanent de chef de projet des systèmes d'information pour couvrir les besoins du territoire selon la stratégie exposée ci-dessus ; ainsi que celle d'un chef de projet non permanent sous contrat de projet pour assurer une mise à niveau rapide de l'intercommunalité et du territoire.

N. Développement de l'économie de proximité

FICHE ACTION

ACTION N°ECO1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Il s'agit de maintenir et développer l'économie de proximité sur le territoire afin de dynamiser les centres villages. L'économie de proximité permet d'animer le territoire et génère de la vie dans les communes. Le maintien des activités économiques et commerciales dans les centres-bourgs contribue à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire, notamment pour les nouveaux habitants. Les entreprises de proximité sont des lieux de sociabilité, elles participent à la cohésion du territoire, à sa convivialité. Leur maintien est presque perçu comme un devoir du service public au sens où ces activités produisent un service à la population au même titre que l'accès aux soins, à la culture, au sport, etc.

L'économie de proximité permet de générer sur le territoire les produits dont la population a besoin. Les déplacements liés à la consommation et le transport de biens ont été diminués. La consommation locale et les circuits courts encouragent la qualité des produits et une meilleure rétribution des producteurs.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Région Auvergne-Rhône-Alpes
Chambres consulaires
Communes
Entreprises

- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Il s'agira de recruter un chef de projet économie de proximité pour accompagner les communes dans leurs projets de dynamisation commerciale de leur centre-ville. Ce service d'aide en ingénierie aux communes permettra de les conseiller sur les outils, appuyer leurs démarches auprès des partenaires, les orienter vers des dispositifs de financement, les aider à accompagner les porteurs de projets, relayer les dispositifs d'aide aux commerçants et artisans, etc. Au-delà du soutien en ingénierie des communes, un dispositif de soutien financier direct aux activités commerciales de proximité, à travers une aide au niveau financier ou immobilier, est étudié. Ce soutien sera ciblé sur le maintien (ou l'installation) du dernier commerce dans les villages, dans des conditions à préciser.

Il s'agira également d'améliorer les circuits courts et l'approvisionnement local par les actions suivantes :

- soutien des initiatives permettant de faciliter l'accès aux produits locaux par la population mais aussi par les entreprises pour leurs approvisionnements divers. Cela concerne les produits agro-alimentaires pour la consommation directe des particuliers, pour la restauration collective et pour les entreprises en aval de cette filière (métiers de bouche, transformation alimentaire, etc.), mais cela concerne aussi les autres biens et services produits sur le territoire ;
- campagne de promotion de la consommation locale dans tous les secteurs (commerce de proximité, artisanat, producteurs alimentaires, activités de loisirs, etc.) ;

- amélioration de la connaissance de l'offre du territoire par les habitants mais aussi par les entreprises du territoire.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : économie, commerce/artisanat

Domaine(s) d'action secondaire(s) : filière agro-alimentaire, circuits courts, consommation, attractivité du territoire

► CALENDRIER

Recrutement du chef de projet économie de proximité et définition du plan d'action : 2nd semestre 2022

Plan d'action en partenariat avec les chambres consulaires : 2nd semestre 2022

Mise en place d'un dispositif de financement des implantations commerciales en centre-ville : début 2023

3- Financement de l'action

Recrutement du chef de projet économie de proximité : 50 000 € de fonctionnement

Plan d'action en partenariat avec les chambres consulaires : 30 000 €

Mise en place d'un dispositif de financement des implantations commerciales en centre-ville : 100 000 €/an en investissement

- Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
180 000 €	
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Recrutement du chef de projet et mise en place d'un plan d'action	Nombre de communes accompagnées	Amélioration de l'attractivité des centres villages
Mise en place d'un plan d'action en partenariat avec les chambres consulaires	Nombre de commerces/artisans accompagnés	Augmentation de la part locale dans la consommation du territoire
Mise en place d'un dispositif de soutien à l'implantation commerciale		Amélioration des synergies entre la filière agro-alimentaire et le commerce local
		Consolidation des circuits courts
		Maintien et développement de l'économie de proximité

O. Optimisation du foncier à vocation économique

FICHE ACTION

ACTION N°ECO2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Il s'agit de repenser la création d'espaces d'accueil des entreprises sur le territoire pour préserver le foncier et l'environnement.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Chambres consulaires

Communes

Schéma de COhérence Territorial (SCOT)

- Opérationnalité : ☒ en 2021 ☒ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Il s'agira de :

- Enclencher les procédures nécessaires à l'extension des zones d'activités prévues dans le SCOT : tranche 3 du parc d'activités du Rondeau à Saint-Chef, extension du parc d'activités des Couleurs à Arandon-Passins et Courtenay, extension de la zone d'activités des Petites Champagnes à Hières-sur-Amby et de la zone d'activités des Prairies à Frontonas.
- Mettre en place une base de données sur le foncier et l'immobilier économique afin de mieux suivre la consommation foncière des activités économiques et d'optimiser sa consommation. Cette veille de l'immobilier vacant et du foncier sous exploité sera conduite en lien avec la création d'un observatoire basé sur un Système d'Information Géolocalisé (SIG) au niveau de la communauté de communes (cf. fiche action « mise en place d'un observatoire SIG).
- Mettre en place une politique de rachat de locaux vacants, de parcelles économiques sous utilisées ou de friches industrielles afin d'en maîtriser la destination et de faciliter leur remise en service au profit d'activités économiques pertinentes pour le territoire.
- Elaborer un plan de requalification des zones d'activités existantes afin de maintenir ou d'améliorer leur attractivité et ainsi le dynamisme économique du territoire. Il s'agira de reprendre les aménagements existants pour en améliorer le fonctionnement et pour limiter leur impact sur l'environnement.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : économie, foncier

Domaine(s) d'action secondaire(s) : écologie

► CALENDRIER

Extension du parc d'activités du Rondeau :

- Fin des travaux de la deuxième tranche et début de la commercialisation : 2023
- Lancement des procédures d'acquisitions foncières pour la troisième tranche : début 2023
- Lancement des études d'impact : 2nd semestre 2023

Extension du parc d'activités des Couleurs :

- Fin des études d'impact : fin 2023
- Dépôt d'un permis d'aménager : 2024

Extension de la zone d'activités des Petites Champagnes :

- Lancement des études d'impact : début 2023

Extension de la zone d'activités des Prairies :

- Lancement des procédures d'acquisitions foncières : 2023

Elaboration d'un plan de requalification des zones d'activités : début 2023

3- Financement de l'action

Budget global sur la création et la requalification des zones d'activités et sur le rachat de foncier sous utilisé :
 3 millions d'euros par an en investissement

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
3 millions d'euros en investissement	
RESULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Extension des zones d'activités prévues	Superficie du foncier à vocation économique créé ou optimisé	Amélioration de l'attractivité économique du territoire
Réutilisation de locaux vacants ou de foncier sous exploité	Amélioration de l'état des zones d'activités	Amélioration de l'occupation du foncier économique, densification
Mise en place de l'observatoire foncier et immobilier	Entreprises implantées grâce à cette politique (activités générées pour le territoire, emplois créés, etc.)	Développement économique du territoire et sa compatibilité avec les enjeux environnementaux
Elaboration du plan de requalification des zones d'activités		

P. Accompagnement à la transition écologique des entreprises

FICHE ACTION

ACTION N°ECO3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Le soutien aux activités et entreprises du territoire doit être cohérent avec les autres priorités politiques fixées (soutien à l'emploi local et aux filières locales, exemplarité environnementale et vis-à-vis de la ressource en eau, etc.). La collectivité doit dans ce but aider les entreprises à prendre en compte les enjeux environnementaux du territoire et les évolutions sociales (nouvelles habitudes de vie, évolution des familles, nouvelles attentes par rapport au travail : télétravail, flexibilité, conciliation avec la vie personnelle, etc.). L'objectif est d'adapter le tissu économique aux transitions en cours pour qu'il participe à la transformation du territoire.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Région Auvergne-Rhône-Alpes
 Chambres consulaires
 Entreprises

- Opérationnalité : ☒ en 2021 ☒ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Il s'agira de :

- Recruter un chef de projet transition des entreprises afin d'accompagner les entreprises dans leurs transitions environnementales et sociétales conformément au projet de territoire de la communauté de communes.
- Créer un réseau d'entreprises engagées dans l'écologie industrielle et territoriale
- Développer la filière du réemploi
- Accompagner les entreprises dans la réduction de leur consommation d'énergie et dans le déploiement des mobilités douces

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : économie

Domaine(s) d'action secondaire(s) : écologie, industrie, déchet, mobilités, climat

► CALENDRIER

Recrutement du chef de projet transitions des entreprises et définition du plan d'action : 2nd semestre 2022

Création de réseaux d'entreprises sur les thématiques environnementales et sociales : début 2023

3- Financement de l'action

Recrutement du chef de projet transition des entreprises : 50 000 € de fonctionnement

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
-------------------------	-------------------------

50 000 €	
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Recrutement du chef de projet et mise en place d'un plan d'action	Nombre d'entreprises accompagnées	Réduction de la consommation énergétique des entreprises sur le territoire
Création de réseaux d'entreprises thématiques et de synergies inter-entreprises	Nombre de rencontres inter-entreprises	Augmentation des mobilités douces dans les déplacements domicile-travail
		Consolidation des filières du réemploi
		Développement de l'économie circulaire

H. Équipement de la ViaRhôna et de la voie verte

FICHE ACTION

ACTION N°TOUR1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

La ViaRhôna est une véloroute qui relie les rives du lac Léman aux plages de la Méditerranée en suivant le fleuve Rhône sur un parcours d'environ 1 000 km, dont 700 sur le territoire français. Concernant les Balcons du Dauphiné, ce sont environ 60 km qui ont été réalisés grâce à un investissement financier important de la communauté de communes. La véloroute est aujourd'hui entièrement réalisée sur notre territoire.

La voie verte relie Crémieu à Arandon-Passins en empruntant une ancienne ligne de chemin de fer sur 20 km. Elle est connectée à la ViaRhôna à l'une de ses extrémités et bientôt la boucle entière sera réalisée et permettra de bénéficier d'un itinéraire de 80 km entièrement sécurisé pour la pratique du vélo.

Le besoin de se reconnecter avec la nature et les activités de plein air n'a jamais été aussi pressant. Les récentes études suggèrent une reprise de l'activité touristique par le segment du tourisme intérieur et par des activités de « slow travel ». Le cyclotourisme représente un axe de développement majeur pour le développement économique et touristique dans lequel la question de la mise en tourisme de la ViaRhôna et de la voie verte est centrale.

Les itinéraires cyclables doivent pouvoir être vecteur d'attractivité, de rayonnement mais aussi de retombées économiques. Pour cela, il convient d'en améliorer le confort d'usage.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
- Financement/maître d'ouvrage/assistance à maîtrise d'ouvrage/maître d'œuvre/Suivi/Évaluation

Les communes de la communauté de communes

Collectif Lyon Léman de mise en tourisme ViaRhôna (structure informelle pilotée par la CC Balcons du Dauphiné)

Autres collectivités riveraines du Rhône

Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☐ en 2023 et plus

Préciser l'échéance si possible : démarrage au printemps 2022 et finalisation fin 2023

2- Descriptif détaillé de l'action

La mise en tourisme de la ViaRhôna et de la voie verte ne produira véritablement ses effets qu'à la condition de reposer sur un réseau cyclable renforcé et connecté. Ces deux itinéraires sont déjà remarquables mais ils nécessitent d'être mieux reliés entre eux, avec le reste du territoire et avec l'extérieur. L'objectif est d'irriguer le territoire à partir des deux artères que sont la ViaRhôna et la voie verte pour que les usagers de ces vélo-routes puissent s'acheminer jusqu'à un maximum de communes, de sites touristiques ou d'acteurs de l'économie locale. Cela passe par la densification du maillage interne et une amélioration des connexions externes.

La ViaRhôna et la voie verte sont des infrastructures conçues pour être confortables à l'usage. Les véloroutes sont des itinéraires spécifiquement conçus pour la circulation en vélo donc avec une attention particulière sur la sécurité et l'entretien, mais aussi des services adaptés. La ViaRhôna et la voie verte véhiculent une promesse d'être accueillantes pour les cyclistes donc il faut que l'infrastructure, les équipements et les services qui l'entourent respectent cette promesse pour attirer tout type d'usagers.

Projets phares :

- Liaison entre la voie verte et la ViaRhôna ouest pour finaliser la boucle (cf. fiche action « liaisons cyclables »). La jonction entre la voie verte à Crémieu et la ViaRhôna ouest permettra de disposer d'une véritable boucle permettant aux usagers de la ViaRhôna d'entrer davantage à l'intérieur du territoire et d'accéder à d'autres communes et sites touristiques.
- Installation d'équipements dédiés au cyclotourisme : garages à vélo, casiers à bagages, bornes de recharge électrique, toilettes, tables de pique-nique. Des stations complètes pourront rapidement être installées sur le domaine public et à l'entrée de sites de visite (centre-ville, lieux de visites, lieux de détente, lieux de commerce/restauration), où les usagers sont susceptibles de s'arrêter pour profiter des services du lieu.
- Déploiement de la signalétique touristique, de services, d'orientation, de pédagogie, de sécurité, etc. La signalétique devra prendre en compte les questions de sécurité, d'orientation, d'accès et d'information. Elle devra notamment se référer aux résultats de l'étude signalétique réalisée dans le cadre du collectif Léman – Lyon ; être bilingue ; être répartie de façon homogène sur le territoire ; et veiller à respecter la hiérarchisation de la signalétique entre la ViaRhôna, les différentes voies vertes & les boucles secondaires.
- Sécurisation du tracé de la ViaRhôna et de la voie verte : aménagement des points dangereux, signalétique au sol, éclairage des croisements, barrières de séparation sur voie partagée

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) :

Domaine(s) d'action secondaire(s) :

► CALENDRIER

Liaison entre la voie verte et la ViaRhôna ouest :

- 2nd semestre 2022 : réalisation d'un itinéraire provisoire et lancement d'une étude pour l'itinéraire définitif
- 2024 : finalisation de l'itinéraire définitif

Installation d'équipements dédiés au cyclotourisme

- Mi-2022 : installation de stations vélo complètes par la communauté de communes
- Début 2023 : lancement d'un dispositif de soutien financier aux communes et aux acteurs du tourisme installant des équipements dédiés au cyclotourisme

Déploiement de la signalétique

- Juillet 2022 : lancement d'une étude à l'échelle du tronçon Léman-Lyon de la ViaRhôna pour élaborer un schéma de signalétique et de services
- Juin 2023 : restitution de l'étude
- 2nd semestre 2023 : lancement d'un marché pour installer la signalétique
- Juin 2024 : signalétique installée

Sécurisation du tracé :

- 2nd semestre 2022 : définition des priorités
- 2023 : réalisation des aménagements

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Installation d'équipements dédiés au cyclotourisme

- 100 000 € pour l'installation de stations vélo
- 200 000 € pour le dispositif de soutien

- 300 000 € d'investissement
- Déploiement de la signalétique
- 150 000 € de fonctionnement pour la pose
- Sécurisation du tracé :
- A définir selon priorités
- Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
450 000 euros	

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

(1) Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Déploiement des équipements de confort	Fréquentation de la ViaRhôna	Développement d'activités économiques autour du vélo sur le territoire
Pose de la signalétique		
Réalisation d'aménagements permettant la sécurisation des tracés		

I. Conforter la capacité d'accueil touristique du territoire

FICHE ACTION

ACTION N°TOUR2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Combler la carence en hébergement touristique pour pouvoir attirer plus de visiteurs sur le territoire
- Porteur/Pilote de l'action :
Communauté de communes Balcons du DauphinéCommunes gérant un camping municipal
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : Département
- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Le constat est largement partagé d'une problématique spécifique sur la capacité d'hébergement du territoire. Or, il s'agit d'un facteur d'attractivité touristique important. Des premières actions pourront émerger pour résoudre notamment deux difficultés :

- Combler la carence en hébergement sur certains secteurs, comme autour de Morestel, et la manque de lieux d'accueil de groupes
- Maintien d'une offre attractive des campings municipaux

Dans un premier temps, il s'agira d'analyser l'offre d'hébergement sur le territoire afin de comprendre plus finement quelles sont les carences et d'ajuster l'intervention de la collectivité en conséquence. La question de l'accueil des visiteurs en camping-cars devra également être posée. Les modalités d'action de la communauté de communes sur le sujet de l'hébergement restent à définir.

Au demeurant, la collectivité a décidé de s'engager dans un projet de création d'un hébergement de groupe au **Serverin** sur lequel la politique de développement touristique devra s'appuyer (cf. fiche action JO 2024).

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : tourisme

Domaine(s) d'action secondaire(s) :

► CALENDRIER

- Lancement d'une étude de qualification de l'offre d'hébergement sur le territoire : 1^{er} semestre 2023
- Lancement d'un dispositif de soutien aux campings municipaux et aux hébergeurs privés : début 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

- Etude de qualification de l'offre d'hébergement sur le territoire : 30 000 €
- Lancement d'un dispositif de soutien aux campings municipaux et aux hébergeurs privés : 500 000 €

Besoins de financements	Sources de financements
530 000 €	

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation de l'étude	Amélioration et diversification de l'offre d'hébergement	Attractivité touristique du territoire
Mise en œuvre du fonds de développement	Augmentation de la fréquentation touristique du territoire	Développement de l'activité économique touristique

Q. Marketing territorial autour du vélo

FICHE ACTION

ACTION N°TOUR3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Le vélo est l'axe de développement touristique prioritaire. Il repose sur des équipements de qualité que sont la ViaRhôna et la voie verte. La mise en tourisme de ces itinéraires nécessite de mettre en place des actions de promotion territoriale mettant en avant cet atout du territoire.

- Porteur/Pilote de l'action :
- Communauté de communes Balcons du Dauphiné et son office de tourisme sous forme EPIC
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

- Soutien à l'organisation d'événements sportifs : Expériences ViaRhôna, Alpes Isère Tour, Ain BugeyValromey Tour

- Plan de promotion des itinéraires cyclables

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) :

tourisme
 Domaine(s) d'action secondaire(s) :
 mobilité

► CALENDRIER

Opérations renouvelées chaque année

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Soutien aux événements sportifs : 60 000 € en fonctionnement (subvention, achat de matériel de communication)

Plan de promotion : 50 000 € en fonctionnement (prestations de publicités, campagne photo/vidéo)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
110 000 €	

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation des événements	Nombre de participants	Evolution des comportements de mobilité touristique
Nombre d'apparitions dans les médias		Renforcement de l'image du territoire comme une terre d'accueil pour le vélo

R. Mise en tourisme de sites naturels et de loisirs

FICHE ACTION

ACTION N°TOUR4

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Valorisation touristique de sites naturels et de loisirs notamment en lien avec le Rhône

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

Communes de Montalieu-Vercieu, des Avenières Veyrins-Thuellin

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Département de l'Isère

Syndicat du Haut Rhône

Compagnie nationale du Rhône

- Opérationnalité : ☐ en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

La requalification des sentiers de randonnée et leur valorisation à travers plusieurs pratiques sportives (randonnée mais aussi VTT/VTAE, équitation, trail, etc.). Ces sentiers doivent mailler le territoire et faire le lien avec le patrimoine et les sites naturels.

Une attention particulière doit être portée à la création de panoramas sur le paysage et notamment sur le Rhône depuis les vallons et les falaises de l'isle Crémieu.

La mise en tourisme des sites naturels en lien avec le Rhône, notamment aux Avenières Veyrins-Thuellin qui pourra s'appuyer sur les acteurs touristiques déjà présents dans ce domaine ainsi que sur des projets déjà étudiés comme celui de l'archipel des îles du Haut Rhône qu'il conviendra de réinterroger. Il s'agira de développer l'offre sportive permettant d'accéder au Rhône et aux îles telle que le kayak, la navigation, la randonnée au bord du fleuve, le vélo, etc.

La valorisation et le soutien à la base de loisirs de la Vallée bleue qui est considérée comme un site emblématique et une porte d'entrée sur le territoire qu'il convient de moderniser et de développer. Ce site croise toutes les thématiques prioritaires de la stratégie touristique avec le passage de la ViaRhôna, le port fluvial, le patrimoine, les activités aquatiques et de plein air, l'hébergement, la restauration, etc. Il s'agira d'en faire une base de vie phare de la ViaRhôna. La Vallée Bleue est également le principal lieu de baignade de loisirs sur le territoire et cette activité pourrait être développée afin de combler le déficit du territoire sur ce type d'offre, notamment de travailler à l'ouverture d'un point de baignade dans le Rhône. Enfin, la collectivité s'est engagée dans le dispositif Terre de jeux 2024. Il conviendra d'intégrer la Vallée bleue dans cette dynamique.

L'aménagement des abords de l'étang de la Serre à Arandon-Passins : espaces de loisirs et de détente (pêche, pique-nique, aire de jeux) et de pédagogie (espace naturels sensibles).

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : tourisme

Domaine(s) d'action secondaire(s) : environnement, sport

► CALENDRIER

Requalification des sentiers de randonnée :

- Mi-2023 : finalisation de l'étude en cours

Archipel des îles du Haut-Rhône :

- 2nd semestre 2022 : définition du projet

Requalification de la base de loisirs de la Vallée bleue :

- 2nd semestre 2022 : définition du projet

Aménagement des abords de l'étang de la Serre :

- 2nd semestre 2022 : définition du projet

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Requalification des sentiers de randonnée :

- Marché Mongoma :
- Archipel des îles du Haut-Rhône :
- Temps homme pour le moment

Requalification de la base de loisirs de la Vallée bleue :

- A définir avec la commune

Aménagement des abords de l'étang de la Serre :

- 100 000 € d'investissement

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Requalification des sentiers de randonnée	Augmentation de la fréquentation	Attractivité du territoire, bien vivre des habitants
Aboutissement du projet de valorisation des abords du Rhône		Développement de l'activité économique autour de ces activités
Requalification de la Vallée bleue		Le Rhône devient un atout pour le territoire
Aménagement de l'étang de la Serre		

S. Bâtiment multi usages et partagé – siège communautaire

FICHE ACTION

ACTION N°SERV1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Dans le cadre de la réalisation de son siège communautaire, la collectivité souhaite valoriser un bâtiment annexe à proximité directe, non utilisé afin d'y accueillir diverses fonctions dont la future salle communautaire qui sera aménagée en une salle multi usages qui permettra d'accueillir les conseils communautaires, de répondre aux besoins des communes du territoire (peu doté en grandes salles) de répondre aux besoins des partenaires et acteurs du territoire. Cette salle pourra notamment accompagner les acteurs du développement, lors de divers événements en lien avec l'espace de travail collaboratif situé dans le bâtiment principal du siège et ouvert aux partenaires.

- Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Identifier le rôle de chaque partenaire : financement/maître d'ouvrage/assistance à maîtrise d'ouvrage/maître d'œuvre/Suivi/Évaluation

- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☐ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte : la communauté de communes des Balcons du Dauphiné est issue de la fusion de trois intercommunalités au 1^{er} janvier 2017. L'ensemble des services administratifs sont réunis sur un unique site depuis l'automne 2021, situé 100 allée des Charmilles, à Arandon Passins (38510).

Le site est constitué de deux bâtiments appartenant à la communauté de communes : un bâtiment principal et un bâtiment annexe, séparé par un espace de parking. Le site administratif occupe uniquement le bâtiment principal.

Le bâtiment annexe est un bâtiment d'environ 1 200 m² entièrement vide.

En septembre 2020, la communauté de communes a constitué un comité de travail afin de porter une réflexion sur le devenir de cet espace. Ce comité de travail réunissant des élus, des agents ayant dit leur intérêt et des représentants du personnel a construit des propositions pour ce bâtiment :

- Réponde aux besoins de la structure qui a connu des évolutions depuis la fusion (nouvelles compétences / effectifs...).
- Réponde aux besoins des communes, des partenaires et des acteurs du territoire.
- Renforce la prise en compte des orientations et enjeux de la collectivité
- Objectifs :

Le projet poursuit plusieurs objectifs :

- L'optimisation du parc immobilier de la communauté de communes / réemploi d'un bâtiment vacant
- Accompagnement de la collectivité dans ses évolutions
- Renforcement du rayonnement du site : Le siège communautaire et ce bâtiment annexe « partagé et collaboratif » est situé dans un parc d'activités dit stratégique au SCoT. Il a vocation à accueillir des activités industrielles dites à « fort rayonnement » et à forte valeur ajoutée.
- Intégration des politiques publiques : préservation de la ressource en eau via les zones de parking et de réfection bâimentaire, adaptation au changement climatique (ombrières photovoltaïques), accès au service pour tous en mutualisant et ouvrant les espaces dédiés

Contenu de l'action :

Le projet comprend :

- La transformation d'une partie de ce bâtiment annexe en salle des archives intercommunale
- La transformation d'une partie du bâtiment en zone de stockage
- La transformation d'une partie du bâtiment en salle de sport pour les agents de la communauté de commune
- La transformation d'une partie du bâtiment en salle multi usages : La communauté de communes ne souhaite pas aménager une salle uniquement dédiée au conseil communautaire compte tenu du coût généré au regard de la fréquence d'utilisation projetée. La collectivité souhaite aménager une salle multi usages qui permettrait d'accueillir les conseils communautaires, de répondre aux besoins des communes du territoire (peu doté en grandes salles) de répondre aux besoins des partenaires et acteurs du territoire. Cette salle pourra notamment accompagner les acteurs du développement, lors de divers événements en lien avec l'espace de travail collaboratif situé dans le bâtiment du siège et ouvert aux partenaires. Superficie totale prévue de 456 m².
- La possibilité d'intégration d'un espace atelier afin d'accueillir les services techniques (option)
- La mise en place d'ombrières photovoltaïques sur le parking extérieur (36 places) pour alimenter ce bâtiment.
- Le verdissement des espaces extérieurs, incluant une reperméabilisation partielle des parkings
- La mise en place de bornes de recharges pour véhicules électriques

► CALENDRIER

Validation du programme fin 2021

Marché de maîtrise d'œuvre – octobre 2022

Marché de travaux - début 2023

Début des travaux : septembre 2023

Durée des travaux : 18 mois

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses :

POSTES DE DEPENSES	MONTANT H.T.
Honoraires	400 000€
Travaux	2 800 000 €
Total HT	3 200 000.00 €

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
	DETR 300 000 € (dossier en cours) Fonds propres

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

- Indicateurs de réalisation, de résultat, d'impact

(1) Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Livraison de l'annexe « Multi-usages » du siège communautaire	Nombre d'entreprises /d'associations accueillies Nombre de projets accompagnés /taux d'occupation de l'espace	

T. Services aux territoires et citoyens -Tiers lieux Villemoirieu

FICHE ACTION

ACTION N°SERV2

FICHE ACTION

1- Descriptif synthétique de l'action

Objectifs visés :

Accompagner au mieux les habitants du territoire des Balcons du Dauphiné pour qu'ils puissent rapidement les informations nécessaires sur un site dédié.

Aménager le bâtiment en fonction des usages et créer de la coopération et de la convivialité

Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

Partenaire(s) concerné(s) : Les associations, France services, le département, l'État.

Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 X en 2023 et plus

Contexte :

2- Descriptif détaillé de l'action

Le service initialement nommé « Maison de Services Au Public » (MSAP), était installé au sein du site communautaire de Morestel depuis plusieurs années.

Le service a subi plusieurs évolutions :

Un bâtiment communautaire, situé 84 place du 8 mai 45 au cœur de Morestel (38510), a été rénové afin d'accueillir ce service à la population. Il a été investi en janvier 2020.

Ce service a été labellisé France Services par l'État en janvier 2020. En parallèle, la MSAP de Saint Chef a progressivement cessé de fonctionner sur l'année 2019. La collectivité et la Préfecture s'étaient prononcées favorablement pour le transfert de ce service sur Villemoirieu. Le site concerné est situé 1 ZA du Buisson Rond 38460 Villemoirieu. Il s'agit historiquement du siège de la communauté de communes Isle Crémieu, ensuite devenu site administratif des Balcons du Dauphiné.

Objectifs :

Les 2 bâtiments communautaires dédiés à l'accueil des habitants, sur Morestel et Villemoirieu, seront conçus comme des tiers-lieux hébergeant chacun un espace France Services.

Contenu de l'action :

Il s'agit d'un bâtiment construit en 2004 d'une superficie totale de 590 m² répartie sur deux niveaux. L' rez-de-chaussée d'une surface de 370 m² est actuellement composé d'un accueil, salle de réunion, sanitaires ainsi que de 3 bureaux, un local de rangement et un réfectoire. L'étage, quant à lui, dispose d'une surface de 220m², composé de sanitaires, un local informatique et de bureaux.

Le site sera transformé en Tiers-lieu (un lieu qui cumule et propose différents usages bâtimentaire pour devenir un lieu de vie) intégrant un espace France Services

L'État consent à labelliser ce site.

L'ouverture provisoire de l'espace France Service est effective depuis le 8 juin 2022. Les travaux devront alors être prévus en site occupé.

Cet espace orienté autour du digital, aura pour vocation de :

- Favoriser l'inclusion numérique : améliorer l'accès aux droits, accompagner les démarches dématérialisées), ...
- Encourager les usages du numérique (digitalisation) par la mise à disposition

d'espaces et d'outils, par de courtes sessions d'accompagnement

- Permettre l'accès à des espaces de travail pour les salariés ou indépendants
- Assurer l'accès aux services de la communauté de communes (inscriptions centre de loisirs, régie des eaux, ...etc.)

Le bâtiment proposera différents espaces aux usages particuliers qui accueilleront plusieurs typologies de personnes / publics qui devront cohabiter :

- Ceux présents sur des horaires de bureau traditionnels
 - Agents des Balcons du Dauphiné pour le compte de l'espace France Services
 - Des partenaires conventionnés (MLNI, Osez)
- Ceux présents occasionnellement
 - Des partenaires occasionnels (ADIL, SOLHIA, la CAF, CPAMetc.) pour des permanences et de l'accueil individuel, des accueils en groupe, des formations, des visio-accueils ...
 - Des agents des Balcons pour des permanences, des accueils individuels, des informations de groupe, des focus groupes, des démarches type « hackaton »
 - Des coworkeurs
 - Des associations, des entreprises, pour « évènements en soirée et weekend, formation, colloque, séminaires, etc.

L'aspiration est de construire un lieu en fonction des usages plus qu'en fonction des personnes afin de faciliter les interactions et la coopération, la prise en compte des besoins des usagers (choix de l'espace en fonction du besoin spécifique).

Le bâtiment aura une attention particulière à la consommation et la performance énergétique via une analyse de coût global.

L'accueil doit prévoir un espace de convivialité où les administrés pourraient échanger (coin café par exemple) et créer du lien ; la création d'un espace extérieur type pergola bioclimatique, véranda ou autre type permettant une convivialité extérieure est souhaitée.

Il est envisagé de mettre en accessibilité le R+1 avec par exemple l'installation d'un élévateur.

Une attention particulière à l'accessibilité sera demandée (boucles magnétiques pour malentendants, écriture en braille sur les portes, bandes podotactiles de cheminement, respect réglementation PMR, ERP, etc.)

Les menuiseries devront faire l'objet de vérification mécaniques, thermiques et acoustiques afin de prendre en compte l'aspect transition énergétique portée par le PCAET de l'intercommunalité.

Des bornes de recharges de véhicules électriques seront disposées sur le parking ainsi que des bornes de recharge de vélos électriques et un local à vélo.

Le confort d'été devra être étudié et des actions devront être mises en place pour l'améliorer.

► CALENDRIER

(1) L'ouverture du tiers-lieu sera effective mi-2023. Les travaux devront donc être entrepris en deux phases distinctes :

- De avril à juin 2022 : 1^{ère} tranche afin de permettre l'installation provisoire de l'espace France Services
- Septembre 2022 à mars 2023 : travaux d'aménagement du bâtiment tiers-lieu

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Le site sera proposé à la labellisation de l'ANCT au titre des espaces France Services, ce qui pourrait permettre aux BDD de prétendre à des aides financières sur le volet France Services et tiers lieu.

Principaux postes de dépenses :

Travaux : 550 000€ HT

Maîtrise d'œuvre, coordinateur sécurité & bureau de contrôle : 25 000€ (MOE) + 4 200€ (CT) + 2 500€ (CSPS)

Mobilier & déménagements : 25 000€

Financements correspondants : Une subvention DETR a été sollicitée en 2020. 149 000 € ont été attribués.

Envoyé en préfecture le 19/07/2022

Reçu en préfecture le 19/07/2022

Affiché le



ID : 038-200068542-20220713-DEL96_2022-DE

U. L'affirmation du rôle des centralités dans leurs bassins de services et la mise en place d'une Opération de Revitalisation Territoriale (ORT)

FICHE ACTION

ACTION N°SERV3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Les Balcons du Dauphiné se particularisent par leur armature territoriale multipolarisée. Cette armature est construite autour de 6 centralités : Tignieu-Jamezieu, Crémieu, Montalieu-Vercieu, Morestel, les Avenières Veyrins-Thuellin et Saint-Chef. Chacune de ces communes polarise un bassin de vie en termes de démographie, d'offre commerciale, de services, d'habitat et de patrimoine.

Aujourd'hui, ces territoires rencontrent plusieurs problématiques, à savoir : la dévitalisation et/ou la vacance commerciale, l'inadaptation de l'habitat aux besoins de la population (l'isolation thermique, la consommation énergétique, l'accessibilité...), ainsi que l'insuffisance de l'offre de stationnement.

Le travail en cours de réalisation sur les centralités -étant des sources de dynamiques démographiques, économiques et résidentielles- permettra d'affirmer leur rôle de centralité. L'objectif est donc de développer l'intelligence collective et de mener des réflexions sur les trajectoires de développement de ces centralités.

Ceci ne pourra aboutir qu'en répondant à certaines questions clés, notamment :

- Comment chaque polarité devra se positionner dans son bassin de services et au vis-à-vis des autres polarités ?
- Quelles sont les services et équipements à maintenir dans les centres-villes pour renforcer ce rôle de polarité, et quels services pourront être délocalisés afin d'assurer l'équilibre de l'armature territoriale ?
- Concilier identité et complémentarité : comment répondre aux besoins de chacune des centralités tout en respectant son identité et en assurant une complémentarité avec les autres ?

Au titre de la labellisation « Petite Ville de Demain », Crémieu bénéficie d'un accompagnement en ingénierie lui permettant d'étudier son rôle de polarité de bassin de vie. Ceci représente une opportunité pour inspirer de nouvelles méthodes de travail et apporter de l'expertise sur les problématiques communes.

A l'issue de ce travail collectif, les 6 polarités pourront bénéficier d'une convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) portée par les Balcons du Dauphiné.

- Porteur/Pilote de l'action : la communauté de communes des Balcons du Dauphiné.

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Les polarités de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné souhaitant intégrer l'éventuelle ORT intercommunale. Ces polarités auront le rôle de maîtres d'ouvrage.

L'Etat représenté par la délégation territoriale de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Ce partenaire se chargera du suivi de la mise en œuvre de l'ORT.

- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☐ en 2022 ☒ en 2023 et plus

Préciser l'échéance si possible : programme d'actions fin 2022 et mise en œuvre en 2023

2- Descriptif détaillé de l'action

1. La mise en réseau des 6 polarités : créer un groupe de travail « polarités » permettant de faciliter les échanges et la circulation de l'information entre les 6 polarités. Nous distinguons 2 groupes de travail :

- ⇒ Un réseau technique qui regroupe les DGS des communes et qui permet d'aborder des questions techniques et opérationnelles ;
- ⇒ Un réseau politique qui regroupe les maires des polarités. Celui-ci permet d'échanger sur les visions et les volontés politiques concernant l'identité et l'avenir des polarités.

2. La compilation des études existantes et la construction d'un portrait territorial des polarités : les 6 polarités disposent d'un nombre important d'études et de données existantes : PLH, PLU, SCoT, DAAC, ABS... L'objectif de cette étape est de rassembler l'ensemble de ces éléments afin de faire émerger l'identité, les richesses et les faiblesses de chacune des polarités. Ce travail dépassera les limites administratives des communes et touchera l'échelle des bassins de services. Ainsi, plusieurs échanges avec Crémieu (la polarité retenue dans le dispositif « Petites Villes de Demain » devront être établis. Ceci nous permettra de bénéficier de son expérience en termes de revitalisation de centre bourg. A l'issue des échanges effectués jusqu'à présent, plusieurs problématiques communes sont dégagées, à savoir : le commerce, l'habitat, les services et les équipements.
3. Vers une ORT intercommunale : les résultats du portrait territorial des centralités, ainsi que de l'ensemble des échanges donneront lieu à un projet qui sera matérialisé par une ORT. Dans le cadre de ce projet, plusieurs actions opérationnelles et secteurs d'intervention seront définis dans les 6 polarités et permettront le renforcement du rayonnement de ces territoires à l'échelle des bassins de services.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : le commerce et les services, l'habitat.

Domaine(s) d'action secondaire(s) : l'aménagement de l'espace public.

► CALENDRIER

1^{er} trimestre 2022 : la mise en réseau des polarités ;

2^{ème} trimestre 2022 : la compilation des études existantes et la construction d'un portrait territorial des polarités ;

3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2022 : la construction d'une stratégie, la définition d'un programme d'actions en vue de signer une convention ORT fin 2022 ;

A partir de l'année 2023 : la réalisation des études complémentaires nécessaires (notamment les études pré-opérationnelles pour la rénovation du bâti) et le déploiement du programme d'actions.

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à définir en fonction des besoins en études complémentaires et du coût des actions opérationnelles à mettre en place

L'étude globale pour la revitalisation de la commune de Crémieu dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain » :

Le financement de l'opération est réparti comme suit :

50 % pris en charge par la banque des territoires / le département, soit 28 611€ HT ;

50 % co-financés par les Balcons du Dauphiné et par la commune de Crémieu :

- 60 % du reste en charge pris en charge par la communauté de commune, soit 17 166.6€ HT ;
- 40 % du reste en charge pris en charge par la commune, soit 11 444.4€ HT.

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
----------------------------	-------------------------	----------------------

Envoyé en préfecture le 19/07/2022

Reçu en préfecture le 19/07/2022

Affiché le

 SLO

ID : 038-200068542-20220713-DEL96_2022-DE

La construction d'une stratégie et d'un programme d'actions	La signature de la convention ORT Le déploiement du programme d'actions	
	La revitalisation du centre-bourg des polarités	Attractivité commerciale et résidentielle Croissance de la fréquentation

V. Développement de solutions de covoiturage

FICHE ACTION

ACTION N°MOB1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Proposer des solutions alternatives à la détention et/ou l'utilisation individuelle d'une voiture pour les déplacements des habitants, notamment en direction des pôles d'emplois, au travers de solutions de covoiturage.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Plaine de l'Ain, en partenariat avec la Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
- Syndicat Mixte du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, Communauté de communes Plaine de l'Ain, Electricité de France (EDF)
- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Devant l'absence de transports en commun entre l'Ain et l'Isère, et plus précisément les territoires des Balcons du Dauphiné et de la Plaine de l'Ain, le Syndicat Mixte du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain a mis en place deux lignes de covoiturages qui permettent de relier des communes du bassin d'emploi au Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, à l'instar de celles mises en place par la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain depuis Ambérieu-en-Bugey et Meximieux-Pérouges.

- Ces lignes sont :
- Montalieu-Vercieu – Sault-Brenaz – Saint-Sorlin – Rond-Point de Lagnieu sur le Rhône – PIPA/ – Centrale du Bugey
- Tignieu-Jamezieu – Loyettes – Centrale du Bugey - PIPA



Ces lignes ont été mises en place dans le cadre d'une expérimentation pour une durée initiale de 18 mois jusqu'à fin 2021. Le service est opéré par Ecov.

Objectifs :

Au regard du démarrage non représentatif de Covoit'ici en raison du Covid, le dispositif est prolongé pour 18 mois et accompagné d'un travail de collaboration/communication plus fin avec les communes concernées et les acteurs de l'insertion et de l'emploi.

L'idée est également d'évaluer les autres solutions de covoiturages possibles pour les autres besoins du territoire que la seule desserte du PIPA, en consultant plusieurs opérateurs (Ecov, Klaxit, Karos, etc.)

Contenu de l'action :

Covoit'ici :

- Le covoiturage sans réservation et sans commission
- Passagers : 0,50 € par trajet et départ garanti en heure de pointe
- Les départs sont garantis. Si le passager n'est pas parti au bout de 10 mn, une solution de remplacement gratuite pour le passager est mise en place pour assurer acheminement de celui-ci.
- Mise en place d'une assistance = « garantie départ ».
- Conducteurs : il reçoit minimum 0,50 € par trajet proposé (pour mise à disposition de sièges libres) et 1 € par passager effectivement transporté

Autres dispositifs : conditions à définir selon les solutions développées.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : mobilités

Domaine(s) d'action secondaire(s) : insertion / emploi / accès aux services

► CALENDRIER

2022 et années suivantes

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant : Covoit'ici : 25 000 € sur 18 mois.

Autre solution de covoiturage : environ 25 000 €/an.

Principaux postes de dépenses :

Fonctionnement
(étude/accompagnement)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
50 000 €	Autofinancement CC 50 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Prolongement du dispositif Covoit'ici	Taux d'utilisation des dispositifs	Moindre congestion routière
Mise en place de nouvelles solutions de covoiturage	Baisse du nombre d'autosolistes	Baisse du taux de Gaz à Effet de Serre (GES)
		Hausse du nombre d'actifs travaillant dans la plaine de l'Ain

W. Encouragement au recours aux modes de déplacement actifs

FICHE ACTION

ACTION N°MOBI2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Encourager le recours aux modes actifs, notamment le vélo, pour les déplacements de courte distance notamment.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
- Opérationnalité : ☒ x en 2021 ☒ x en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Il faut faciliter et encourager les pratiques de mobilité douce sur le territoire. A ce titre, la réalisation d'un schéma directeur des modes doux, en lien avec l'appel à projet Avélo2 dont la collectivité est lauréate, est une action prévue. Parallèlement, il convient de mettre en place des actions aptes à encourager le recours aux modes actifs de déplacements, au premier rang desquels le vélo. Cela est cohérent avec la politique de mise en tourisme de la ViaRhôna et de la voie verte et la récente labellisation du territoire Terre de Jeux 2024 visant à intégrer le sport dans le quotidien des Français.

Sont fléchées des actions comme la mise en place d'un dispositif d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique, la sensibilisation des scolaires ou encore des ateliers de réparations de vélos.

Objectifs :

- Proposer une aide aux habitants qui achètent un VAE afin d'encourager la décision d'achat en diminuant la charge financière qu'il représente.
- Inciter les enfants et leurs familles à utiliser les modes actifs pour se rendre à l'école pour les déplacements de proximité.
- Faciliter l'autonomie et la confiance en ses déplacements par la formation à l'entretien/réparation de vélo

Contenu de l'action :

Aide à l'achat de VAE :

- Une aide d'un montant de 250 € par VAE ou vélo-cargo ou triporteur permettant de soutenir l'acquisition de 100 vélos sur le territoire ;
- L'aide sera réservée aux achats de moins de 3 000 € pour les VAE et de moins de 5 000 € pour les vélo-cargos et triporteurs afin d'encourager l'effet levier de cette aide ;
- L'aide aux achats sera conditionnée aux achats réalisés auprès des 4 vélocistes professionnels du territoire (aucune aide relative aux achats réalisés sur internet) ;
- Cette aide sera étendue aux vélos d'occasion (via les professionnels qui font de l'achat revente et non pas de particulier à particulier) ;
- Cette aide sera réservée aux habitants du territoire ;
- Une seule aide par foyer sera accordée.
- Sensibilisation des enfants :
- Challenge mobilité scolaire avec l'AGEDEN dans le cadre de l'appel à projet TenMod
- Participation / animation de plans de mobilité scolaire

Formation entretien/réparation : tenue d'ateliers à l'occasion d'événements notamment ou dans les

centres de loisirs, etc.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : mobilité

Domaine(s) d'action secondaire(s) : insertion, sport/santé, enfance/familles

► CALENDRIER

2022 et années suivantes

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant : Aide à l'achat de VAE : 25 000 €/an

AAP TEnMod : 6 000 €/an ; Principaux postes de dépenses : Fonctionnement (étude/accompagnement), poste de chargé de développement cyclotourisme, ~~action~~ AGEDEN, Actions de formation

Besoins de financements	Sources de financements
40 000 €	Autofinancement CC 40 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

X. Développement des liaisons cyclables

FICHE ACTION

ACTION N°MOBI3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Les Balcons du Dauphiné bénéficient d'un réseau exceptionnel de voies cyclables avec la voie verte Crémieu / Arandon et la Via Rhôna. Des bouclages sont manquants de la voie verte vers la Via Rhôna (depuis Crémieu) mais aussi vers la CAPI (depuis le secteur St Hilaire de Brens / Trept). L'amélioration des liaisons cycles avec la CAPI recouvrent aussi la question des déplacements du quotidien, pour les actifs notamment, par l'aménagement et sécurisation des voies routières existantes.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Opérationnalité : x en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La CAPI et la Communauté de communes des Balcons du Dauphiné partagent les enjeux d'amélioration des liaisons douces entre les deux territoires. La volonté commune est de créer et développer une nouvelle offre de modes doux reliant les 2 territoires. Également, la connexion entre la voie verte à Crémieu et la ViaRhôna au niveau de St Romain de Jalionas n'est aujourd'hui pas aménagée et dangereuse, il convient de proposer un itinéraire. Enfin, des aménagements ponctuels d'amélioration/sécurisation sur la ViaRhôna peuvent être nécessaires.

Objectifs :

Le maillage CAPI/Balcons du Dauphiné aurait un double enjeu :

- Proposer une nouvelle offre de loisirs et de tourisme en permettant de relier la voie verte de la Bourbre côté CAPI à la voie verte Crémieu – Arandon et la ViaRhôna située sur les Balcons du Dauphiné d'une part ;
- Répondre à des besoins de déplacements actifs et quotidiens entre Bourgoin Jallieu, Saint Savin, Saint Chef et ainsi que les autres communes riveraines du Catelan, en lien avec les projets communaux et en incluant les dessertes des zones d'activités de Pré-Chatelain et du Rondeau.

La liaison voie verte/ViaRhôna permettra de réaliser une boucle complète du territoire par un itinéraire sécurisé, anticipant aussi la mise en place de la desserte Lyon-Crémieu en tramway à l'horizon 2030.

Contenu de l'action :

S'agissant du lien CAPI/Balcons du Dauphiné, une étude d'opportunité et de faisabilité de barreaux d'itinéraires entre la ViaRhôna et la V63 au sud du département, a été menée en 2018 par Isère Attractivité à l'échelle du Nord Isère. Il convient de poursuivre le travail en affinant, barreau par barreau, les conditions de faisabilité technique et financière des liaisons douces. Les tracés pré-identifiés concernent les communes de Bourgoin-Jallieu, Saint Savin, Saint Chef, Vénériu, Saint Hilaire de Brens, Salagnon, Trept et Saint-Marcel-Bel-Accueil. La CAPI et les Balcons du Dauphiné ont proposé la création d'un groupement de commande en la matière afin de bénéficier collectivement des avantages de ce type de contrat.

S'agissant de la liaison voie verte/ViaRhôna : étude (en interne) des différents itinéraires possibles au premier semestre 2022 et validation d'un itinéraire préférentiel à proposer en phase test d'ici septembre 2022 (jalonnement provisoire à prévoir). Selon les résultats : pérennisation ou recherche de solutions alternatives.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : mobilités douces
 Domaine(s) d'action secondaire(s) : loisirs, tourisme, sport, emploi

► CALENDRIER

Liaisons CAPI/Balcons du Dauphiné : études 2022/2023, aménagements années suivantes
 Liaison voie verte/ViaRhôna : études 2022, pérennisation 2023.

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Etudes Liaisons CAPI/Balcons du Dauphiné : 14 805 € TTC (29 610 € TTC répartis à part égales avec la CAPI) + coût des aménagements (non connu au mois de juin 22)

Liaison entre la voie verte et la ViaRhôna ouest : 250 000 € pour l'itinéraire provisoire. Coût d'un aménagement définitif de l'itinéraire provisoire à définir (maîtrise d'œuvre, aménagements... = environ 1,5 million €). En cas de recherche d'un nouvel itinéraire « en site propre » : plusieurs millions d'euros à prévoir (études, acquisition, travaux...).

Aménagements ponctuels de la ViaRhôna (amélioration/sécurisation) : environ 200 000 €. Principaux postes de dépenses :

Temps agent du directeur projet
 mobilité Temps agent du chef de projet cyclotourisme
 Frais d'étude

Aménagements

Financements correspondants : A partir de 300 000 €

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation de l'étude CAPI/Balcons du Dauphiné	Plus forte utilisation du vélo dans les déplacements du quotidien	Baisse des GES
Mise en place de la liaison voie verte Via Rhôna	Hausse de la fréquentation touristique voie verte/ViaRhôna	Baisse du nombre de véhicules
Réalisation d'aménagements cyclables entre la CAPI et les Balcons du Dauphiné		Amélioration de la santé des utilisateurs

Y. Plan d'actions mobilité

FICHE ACTION

ACTION N°MOBI4

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : décliner les orientations de politique publique mobilités inscrites au projet de territoire des Balcons du Dauphiné au sein d'un plan d'actions mobilités.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes des Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : Co-financeurs : Ademe / Région / département, Territoires voisins : CAPI, CCPA et CC des Vals du Dauphiné
- Représentants de la société civile, du monde économique
- Chambres consulaires
- Opérationnalité : X en 2022 X en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le plan d'actions mobilités peut prendre la forme d'un plan de mobilité simplifié (PdMS), créé par la LOM, art. L1214-36-1 du code des transports. Il a pour cible les autorités organisatrices de mobilité des territoires ruraux et peu denses.

Dans le cadre de son éventuelle prise de compétence, la communauté de communes des Balcons du Dauphiné souhaite se doter d'un plan d'actions pour dérouler sa politique. Il s'agit de fédérer, concerter et créer des synergies entre la politique de mobilité et les autres politiques publiques, telles que l'urbanisme, l'environnement, la santé ou la politique sociale.

Le plan de mobilité contribue aux missions de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Il facilite aussi les réponses à certains appels à projets ou sollicitations contractuelles, par les éléments de diagnostic, de stratégie et d'action qu'il apporte, ainsi que par la mise en perspective d'un projet donné dans le cadre d'une politique de mobilité globale.

Objectifs :

Le plan de mobilité doit permettre aux Balcons du Dauphiné de se doter d'une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux de son territoire et aux besoins de sa population. Conçu localement par les acteurs du territoire, il reflète les enjeux et les actions en faveur des mobilités existantes et à venir sur un périmètre précis. Il doit permettre de réunir acteurs publics, privés et issus de la société civile concernés par son élaboration.

L'objectif est de disposer d'un diagnostic, d'une stratégie, d'un plan d'actions et d'identifier les leviers de financement mobilisables. En l'occurrence, il s'agira de décliner de façon opérationnelle les orientations de la politique publique mobilité.

Contenu de l'action :

La mise en œuvre du plan doit répondre aux objectifs suivants :

Domaine économique

- Favoriser l'attractivité du territoire (résidentielle et touristique)
- La maîtrise ou la réduction des coûts de déplacements pour les ménages
- Favoriser l'accès aux pôles d'emploi
- Prise en compte des plans de mobilité employeurs

Domaine de l'inclusion sociale

- L'accès aux soins, commerces, loisirs, pôles urbains voisins, à la formation et à l'emploi pour tous,

- L'autonomie, des jeunes aux personnes âgées
- La qualification et l'embauche des personnes peu mobiles
- La lutte contre l'isolement.

Domaine humain et environnemental

- Santé et bien-être des personnes,
- Sécurisation des déplacements
- Qualité et cadre de vie
- Réduction des particules fines, des émissions de GES

Le volet concertation et participation du public sera aussi à travailler, en lien notamment avec des instances comme le comité des partenaires, le conseil de développement...

► LES DOMAINES

D'ACTION Domaine d'action

principal : mobilités

Domaine(s) d'action secondaire(s) : organisation des déplacements

► CALENDRIER

Le directeur de projet mobilité travaillera avec le comité des partenaires et le comité de travail mobilité pour proposer une déclinaison opérationnelle de la stratégie mobilités des balcons (4 axes) : mise en œuvre opérationnelle 2022, 2023 et années suivantes.

3- Financement de l'action

Principaux postes de dépenses, en fonctionnement :

Directeur de projet (1 ETP) Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
Chef de projet (1 ETP) : 40 000 € HT	Fonds propres Balcons du Dauphiné 40 000 € HT
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Validation du plan de mobilité	Evolution de la part modale des différents modes de transport	Baisse des taux de GES et particules fines
Mobilisation du comité des partenaires	Multiplication des incitations et solutions alternatives à l'autosolisme	Evolution du poste « transport » dans le budget des ménages
Mise en place des actions ciblées	Mobilisation du monde entrepreneurial	
Concertation et participation du public		

Z. Réalisation d'un schéma modes actifs

FICHE ACTION

ACTION N°MOBI5

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
- Opérationnalité : x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La communauté de communes des Balcons du Dauphiné est lauréate de l'appel à projet AVELO 2 del'Ademe, pour la résiliation d'un schéma directeur modes actifs (axe 1 de l'appel à projet).

Objectifs :

Le schéma directeur modes actifs intercommunal est un outil opérationnel qui a pour but d'étudier la structuration du réseau cyclable (et marche) à l'échelle intercommunale, c'est-à-dire :

- Sur le territoire de la communauté de communes,
 - o Entre deux communes d'un même bassin de vie,
 - o Entre bourg et hameaux d'une même commune,
 - o À l'échelle des zones d'activités économiques.
- Entre les Balcons du Dauphiné et les territoires voisins (CAPI, Vals du Dauphiné, CCPA, Bugey Sud).

L'étude doit aboutir à l'élaboration d'un dossier synthétisant l'ensemble des aménagements projetés (itinéraires, pistes, stationnements, y compris jalonnement et signalisation) et l'estimation de leurs coûts, assortis d'un plan pluriannuel de réalisation pour une mise en place progressive.

Contenu de l'action :

Le schéma directeur modes actifs doit particulièrement s'attacher à la mobilité du quotidien, sous oublier pour autant la mobilité touristique. Le schéma peut être réalisé en 3 phases :

Sur la base d'un diagnostic qui analyse les forces et faiblesses de l'offre existante en termes d'itinéraires dédiés aux modes actifs, identifie les besoins des usagers au regard des aménagements existants et priorise les enjeux : définir les aménagements et / ou améliorations à réaliser pour chaquebassin de vie du territoire.

Association au schéma et au plan de réalisation les échelons des collectivités (communes, EPCI, Département, Région...) qui doivent intervenir pour chaque opération.

Définition du schéma directeur sur la base du scénario retenu :

- Proposer maillage hiérarchisé d'un réseau cyclable et d'un réseau piétonnier avec différents types d'aménagements possibles (piste cyclable, bande cyclable, zone 30, zone de rencontre, zone piétonnière, voie verte, chaussée à voie centrale banalisée, chemins forestiers, etc.) ;
- Faire des propositions de jalonnement, de signalisation et de localisation de stationnement vélos en concertation avec les communes. Le schéma directeur peut aller jusqu'à proposer les types de stationnement (arceaux) suivant les critères que nous aurons définis ;
- Intégrer la politique vélo/marche dans les documents d'urbanisme existants.

Inscription des actions dans le cadre d'un plan pluriannuel.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : mobilités douces

Domaine(s) d'action secondaire(s) : loisirs, sport/santé, tourisme, environnement, emploi

► CALENDRIER

2022/2023 et années suivantes pour mise en œuvre

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant : Financement étude schéma directeur : 80 000 € HT.

Financement aménagements retenus dans le cadre du schéma : à définir.

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
Réalisation du Schéma directeur : 80 000 € sur deux ans (estimatif)	Financement AAP Avélo 2 : 30 000 € Fonds propres communauté de communes : 50 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Validation du schéma modes actifs	Réalisation des aménagements et actions inscrits au schéma	Hausse de l'utilisation des modes de déplacements actifs

AA. Étude pour la mise en œuvre d'une liaison Lyon-Crémieu en Transport en Commun en Site Propre (TCSP)

FICHE ACTION

ACTION N°MOBI6

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Participer au pilotage des études pour la mise en œuvre d'une liaison TCSP de Lyon à Crémieu sur l'ancienne voie de chemin de fer de l'est lyonnais (CFEL) et valider le passage à la phase opérationnelle
- Porteur/Pilote de l'action :
- Région Rhône-Alpes, en partenariat avec la communauté de communes Balcons du Dauphiné ainsi que Métropole de Lyon, Département de l'Isère, Lysed
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : Région, Métropole de Lyon, Département de l'Isère, Lysed, Sytral

Opérationnalité : x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte : De nombreux habitants des Balcons et de la Lysed se rendent chaque jour au travail en voiture, en direction de l'est lyonnais ou de Lyon. Cela génère congestion, pollution et une qualité de vie dégradée (temps de trajet notamment). L'emprise de l'ancien CFEL constitue une opportunité à saisir pour proposer une offre de transport en commun pour les habitants, mais aussi permettre aux habitants du secteur rhodanien de venir sur le territoire pour travailler ou les loisirs (voie verte/ViaRhôna) sans voiture.

Objectifs :

Proposer une solution de TCSP aux habitants du territoire en direction du Rhône et de Lyon depuis Crémieu, de préférence en Tramway et sans rupture de charge à Meyzieu.

Contenu de l'action :

Etudes sous pilotage Région pour une perspective de travaux d'ici 2028 et mise en service horizon 2030.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : mobilités

Domaine(s) d'action secondaire(s) : emploi, tourisme, environnement

► CALENDRIER

Etudes de confortement : 2021 – mi 2022 Etudes techniques détaillées jusqu'à mi 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Participation étude CFEL : 7 889 € restant dus en 2022 (sur 23 333 € HT) – total première phase étude : 210 000 € HT.

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
7 889 € (2022)	7 889 € (2022)
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Progression des études jusqu'à phase appel d'offre pour maîtrise d'œuvre	Engagement phase MOE	

BB. Étude de faisabilité pôle de service public enfance et santé

FICHE ACTION

ACTION N°ENF1

1- Descriptif synthétique de l'action

Objectif(s) visé(s) : accompagnement des usagers en matière de santé et offre de garde sur le secteur des Avenières Veyrins Thuellins.

Les familles doivent souvent sortir du territoire pour accompagner leur enfant chez des spécialistes pédiatriques, la création d'un pôle santé -enfant sur la commune des Avenières Veyrins Thuellins permettra de répondre aux besoins de ces familles en matière de santé et de garde.

Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné : commune des Avenières Veyrins Thuellins pour le terrain et le projet des différents bâtiments, département : projet de centre médico-social.

CPTS de Montalieu Vercieu et de Tignieu -Jamezieu et les professionnels de santé des Avenières Veyrins Thuellin, pour trouver des médecins

- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

(1) Contexte :

Au service de 47 communes et 77 000 habitants, cette jeune communauté de communes dispose d'orientations politiques ambitieuses pour accompagner les transitions tout en garantissant le développement territorial durable grâce à des services publics de qualité.

La communauté de communes exerce les compétences petite enfance, enfance, jeunesse d'intérêt communautaire, avenir médical.

La commune des Avenières Veyrins-Thuellin est membre de cet EPCI.

Parmi les cinq grands projets de l'équipe municipale des Avenières Veyrins-Thuellin élue en juin 2020, figure la création d'un grand pôle de service public. L'objectif est de regrouper sur un site unique plusieurs services à la population, dont la thématique sera l'enfance et la santé.

Objectifs : répondre aux besoins des familles en leur offrant des moyens de garde adaptés
Développer un pôle santé - enfant inexistant sur le territoire

(2) Contenu de l'action :

Le multi-accueil actuel est contraint dans un bâtiment dont la surface ne permet pas d'assurer, dans de bonnes conditions, l'accueil des enfants en bas âge et bien sûr encore moins d'envisager l'augmentation du nombre de places. Il est contraint à respecter un agrément modulé durant le repas ce qui complique l'accueil des enfants et le respect des besoins des familles.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la compétence petite enfance a été transférée à la communauté de communes.

Un accord entre la commune et cette dernière est acté pour construire rapidement un nouveau multi- accueil, dont le nombre de places sera compris entre 23 et 30.

(3) Un Relais petite enfance (RPE)

Le bureau du RPE est installé au sein du centre social dans une pièce partagée avec la directrice du multi accueil. Ce fonctionnement est bénéfique pour développer le partenariat entre les structures et avec le centre social mais ne permet pas de respecter la confidentialité lors des rendez-vous avec les familles et assistants maternels. Les temps collectifs sont réalisés dans différentes salles communales.

La création d'un bureau et d'une salle pour les temps collectifs permettra d'accueillir au mieux le

public tout en continuant à créer du partenariat.

(4) Une maison de santé

Le projet de santé aux Avenières Veyrins-Thuellin, sous maîtrise communautaire, s'inscrit à la fois :

- Dans le contexte décrit à l'échelle intercommunale,
- Dans le cadre des politiques de redynamisation et de modernisation du centre-ville et de création d'un pôle de services publics.

L'activité médicale aux Avenières Veyrins-Thuellin est réelle, mais fragile et dispersée. La plupart des professionnels de santé, dont en première ligne les médecins généralistes, sont particulièrement inquiets quant à leur succession.

La maison de santé est destinée à devenir un équipement de proximité, dont l'objectif sera de délivrer aux habitants un service médical de base, dit « de première ligne ».

L'affectation des locaux et leur location aux professions médicales et paramédicales seront maîtrisées par les Balcons du Dauphiné en lien avec la commune.

La maison de santé est un établissement recevant du public de type U (établissement sanitaire sans hébergement) de cinquième catégorie (capacité d'accueil inférieure à 100 personnes).

La surface de plancher nécessaire est aujourd'hui estimée à 330m².

Toutefois, il conviendra de prévoir un bâtiment qui pourra évoluer dans le temps pour répondre à l'arrivée de nouveaux professionnels de santé.

Outre la médecine générale, il n'y a pas de médecins pédiatriques sur les communes de l'intercommunalité. Les familles sont contraintes de se déplacer en dehors du territoire. Développer la médecine pédiatrique sur ce site est un objectif pour la collectivité.

Le Centre médico-social des Avenières Veyrins-Thuellin est aujourd'hui locataire dans des locaux trop petits (environ 70/80m²) et nécessitant des travaux, que le propriétaire des lieux ne pourra effectuer qu'une fois le CMS parti. Le CMS souhaite ainsi déménager. Bien qu'une solution soit recherchée à court terme (d'ici la fin de l'année si possible), le département souhaite également étudier des possibilités de relocalisation du CMS à moyen/long terme, dont son intégration en construction neuve au projet de pôle enfance santé, le public concerné étant similaire.

Localisation du pôle santé / enfant : il s'agit d'un tènement siège d'une ancienne usine de chaussures

« Gontard » d'une taille d'environ 8000 m², aujourd'hui propriété de la Commune. Elle est située en centre-ville à proximité de nombreux autres services publics (Mairie, écoles, médiathèque, Centre social, Maison des Associations...).

Sa requalification relève d'un caractère stratégique de la structuration du centre.

La CCBD souhaite connaître la faisabilité technico financière d'un projet de pôle de service public enfance et santé. Une étude a été lancée et confiée au bureau d'étude Flores. Il est en charge de rédiger un programme technique et détaillé du projet et assister la communauté de communes lors de la consultation de maîtrise d'œuvre. Celui-ci doit permettre d'apporter une vision d'ensemble sur l'aménagement de ce pôle et d'appréhender son intégration fonctionnelle au centre-ville.

Des concertations avec les professionnels et les usagers vont être réalisées afin de déterminer les besoins pour des bâtiments fonctionnels et faisant preuve d'exemplarité en terme environnemental et d'innovation.

► CALENDRIER

Le calendrier prévisionnel du projet et ses différentes étapes.

Juin-juillet 2021 : étude de faisabilité du terrain et dépollution si besoin. Étude de faisabilité et programmation : 6 mois d'avril à septembre 2022 ; Validation du programme octobre / novembre 2022

Consultation et Etudes de maîtrise d'œuvre : décembre 2022 à février 2024

Consultations de travaux : mars à juin 2024

Réalisation des travaux : juillet 2024 - 18 mois

CC. Travaux d'entretien, de rénovation et de déploiement des bâtiments petite enfance

FICHE ACTION

ACTION N°ENF2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Dans le cadre de l'entretien des bâtiments communautaires crèches et relais petite enfance, la collectivité souhaite établir un plan pluriannuel d'investissement sur le mandat. Ces travaux doivent permettre de réhabiliter, rénover, réparer le patrimoine actuel tout en respectant les enjeux majeurs définis dans le projet de territoire et notamment en respectant la nature et l'environnement, préservant la ressource en eau et garantissant l'accès des services en milieu rural.

- Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Identifier le rôle de chaque partenaire : PMI + maître d'ouvrage

- Opérationnalité : x en 2021, x en 2022, x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte : La communauté de communes des Balcons du Dauphiné dispose de huit crèches, une halte-garderie itinérante, sept relais petite enfance (RPE) en gestion directe ; deux multi accueils et un RPE en délégation de service public (contrat 2020-2022), qui seront à leur tour intégrés en gestion directe à la communauté de communes en janvier 2023.

Les différents bâtiments ont été transférés sur plusieurs années à la collectivité depuis 2019 et nécessite une adaptation climatique, qualité d'accueil et bien-être au travail.

L'article R. 2324-29 du code de la santé publique mentionne que les locaux et leur aménagement doivent permettre la mise en œuvre des projets d'établissement. Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins.

Aussi en 2021, un état des lieux des bâtiments existants a été effectué et servira de base pour envisager les investissements sur les prochaines années, avec pour objectifs :

- L'aménagement et la sécurisation des espaces pour l'accueil des enfants ;
- L'optimisation des moyens de rangement ;
- La réorganisation et la mise aux normes, notamment des cuisines ;
- Améliorer les conditions climatiques dans les structures : étude et investissement de moyens de lutter contre la chaleur en période estivale et de réduire les déperditions sur certaines structures (isolation, chauffage inexistant dans certaines pièces, végétalisation, pergolas, etc.) ;
- Améliorer l'insonorisation des lieux de vie : installation de systèmes de réduction du bruit ambiant dans les salles de vie et les salles de repas des enfants, dans certains bureaux de RPE.

(1) Le projet comprend :

- Micro-crèche L'Isle aux loupis : améliorer les conditions climatiques + créer une salle de pause pour le personnel + améliorer l'isolation phonique entre la pièce de vie et les dortoirs, etc.
- En parallèle, augmentation de la capacité d'accueil de 10 à 12 places en septembre 2022.

- Crèche L'Isle aux bambins : améliorer les conditions climatiques + améliorer l'isolation phonique entre la pièce de vie et les dortoirs + garantir l'aération de la salle de changes, etc.
- En parallèle, augmentation de la capacité d'accueil de 18 à 21 places en mars 2022.
- Crèche Les Titous : mise aux normes et réfection de la cuisine + déplacement du bureau de la direction actuellement à l'étage, etc.
- Crèche L'Isle aux Enfants : améliorer l'isolation phonique de la pièce principale + optimiser les espaces pour éventuellement augmenter la capacité d'accueil + intégrer les bureaux des animatrices RPE + réorganisation des pièces dédiées à la Halte-garderie itinérante, etc.
- Crèche Les Marmousets : améliorer les conditions climatiques + gagner en place d'accueil pour les enfants en réorganisant la zone actuellement occupée par le RPE + replacer le bureau de la direction à l'accueil, etc.
- Crèche La Farandole des petits pas : gagner en place d'accueil pour les enfants en réorganisant la zone actuellement occupée par le RPE, ce qui permettra d'augmenter la capacité d'accueil, etc.
- Crèche Pom'de reinette : + gagner en place d'accueil pour les enfants en agrandissant une partie des locaux actuels, ce qui permettra d'augmenter la capacité d'accueil, etc.
- Crèche Gavroche : améliorer les conditions climatiques + améliorer le système d'éclairage, etc.
- Crèche La Bande à Marcel : améliorer les conditions climatiques + réorganiser et revégétaliser les extérieurs, etc.

► CALENDRIER

Travail de la Maîtrise d'œuvre : environ été 2022

Marché de travaux : environ novembre 2022

Début des travaux : janvier 2023

Durée des travaux : mandat

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses :

POSTES DE DEPENSES	MONTANT H.T.
Travaux	2 500 000 € établis sur un PPI à hauteur de 500 000€ annuels

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
	CAF, Fonds propres

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

- Indicateurs de réalisation, de résultat, d'impact

(2) Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Livraison des travaux	Coût de fonctionnement du bâtiment / satisfaction d'usage	Amélioration de fonctionnement du site : gain de temps aux agents

DD. Élaboration d'un projet éducatif de territoire intercommunal (PEDTi)

FICHE ACTION

ACTION N°ENF3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes
 - Un projet éducatif de territoire intercommunal sert à poser une réflexion cohérente et complémentaire sur les différents de vie de l'enfant (scolaire, périscolaire, extrascolaire) pour permettre un accueil de l'enfant renforcé et cohérent entre tous les acteurs éducatifs.
 - Il permettra également une meilleure prise en compte des besoins des familles.
 - Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
 - Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : L'éducation nationale (enseignants, directeurs d'écoles, inspecteur académique...), les communes (agents périscolaires, coordinateur, élus...), La caf, la DRAJES (Direction Régionale Académique Jeunesse et Sports) / SDEJ, Les associations, Les familles (parents d'élèves...),
 - Certaines directions de la communauté de communes (mobilité, environnement, petite enfance, terre de jeux...)
- Opérationnalité : en 2021 **x fin 2022** **x en 2023 et plus**

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La communauté de communes est compétente en matière d'enfance pour les communes de -4400 habitants, les accueils de loisirs sont exclusivement implantés dans des locaux mis à disposition par les communes (écoles, gymnase, salle des fêtes...), ces mêmes locaux utilisés par les services Périscolaires de la commune et dans la plupart des cas, par les mêmes enfants.

Le temps de vie (semaine) d'un enfant est découpé en 3 temps :

- Scolaire ; porté par l'éducation nationale dans des locaux appartenant aux communes
- Périscolaire : porté par les communes durant les jours d'école dans des locaux appartenant aux communes avec des agents périscolaires employés par la commune ou par une association (centres sociaux, association privée...)

Porté par la communauté de communes ou association durant les mercredis

- Extrascolaire (vacances scolaires/activités sportives, culturelles...) : porté par la communauté de communes, communes ou association, animé par des équipes d'animation pour les temps en accueil de loisirs

Porté par des associations dans le cadre des activités extrascolaires

Objectifs :

Les objectifs pourront se définir en COPIL (obligatoire dans le cadre d'un PEDTi) mais plusieurs enjeux se dégagent en lien avec les enjeux majeurs de la communauté de communes.

- Mettre en synergie les différents de vie de l'enfant pour un accueil, un suivi et une offre de qualité –définir la notion de co-éducation-
- Harmoniser l'offre d'accueil et de loisirs à l'échelle du territoire
- Obtenir le label plan mercredi pour les accueils de loisirs
- Agir avec et pour les familles
- Permettre à tous les enfants de pratiquer une activité sportive, culturelle, artistique...
- Améliorer l'accès et la mobilité entre les structures

- Recenser la parole de l'enfant, du jeune et du parent

Contenu de l'action :

- Réalisation d'un projet éducatif de territoire intercommunal, mise en place d'un COPIL avec les différents acteurs éducatifs
- Assurer le lien avec les associations du territoire

Comment permettre à un enfant de pouvoir pratiquer une activité extrascolaire le mercredi après-midi tout en profitant du temps d'accueil de loisirs le matin ?

LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : petite enfance, enfance, actions jeunesse

Domaine(s) d'action secondaire(s) : terre de jeux, environnement, mobilité

CALENDRIER

Mise en place du COPIL – 4eme trimestre 2022

Estimation 1 an de travail

Mise en place PEDTi septembre 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses : ingénierie pour pilotage projet

Fonctionnement (étude/accompagnement)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
	CAF ; prestation de service bonifiée
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

EE. Étude de faisabilité d'un centre culturel

FICHE ACTION

ACTION N°CULT1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Favoriser la diffusion artistique et le soutien à la création pour porter une offre culturelle au plus près des communes et des habitants

Valoriser le patrimoine du territoire

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

L'État, la Région, le Département, la DRAC, commune de Brangues, La famille Nantet

- Opérationnalité : en 2021 x fin 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La communauté de communes porte une attention particulière sur le développement culturel et le patrimoine du territoire. Elle est partenaire de l'association des Nouvelles rencontres de Brangues et le soutien pour l'organisation du festival du Solstice de Brangues, constitué de 2 programmations autonomes et complémentaires. Depuis quelques années une réflexion se porte sur un centre culturel basé sur la commune de Brangues et plus particulièrement au domaine Paul Claudel.

Paul Claudel a acquis le domaine de Brangues en 1927 et a souhaité y être inhumé. Il y repose depuis le 6 septembre 1955. Les Nouvelles Rencontres de Brangues (NRB) ont été créées en 1972 par les enfants de Paul Claudel et rassemblent chaque année un public d'amateurs éclairés et ont fait naître l'idée de créer un centre culturel dédié à l'œuvre de Paul Claudel, à la poésie dramatique et plus largement à la langue française. Plusieurs études ont été conduites par le passé concluant à la légitimité d'un projet de Centre Culturel de Rencontre (CCR) relayant l'idée que l'œuvre de Paul Claudel fonde un projet de célébration et de transmission de la langue magnifiée par le poète.

Une étude de faisabilité a été réalisée en 2018, elle intégrait des éléments budgétaires et le projet architectural envisagé n'engageait pas de nouvelles constructions mais des adaptations.

L'état, la région, le département et la commune de Brangues avaient fait savoir qu'ils ne seraient pas maîtres d'ouvrage, la communauté de commune n'avait pas refusé de porter le projet mais avait notifié d'autres priorités dû à la création de l'intercommunalité.

Des réunions ont eu lieu depuis 2021 avec les différentes institutions et la famille Claudel.

Concernant le projet, l'Etat, la Région Auvergne Rhône-Alpes et le Département ont exprimé qu'ils ne seront pas les porteurs du projet de centre culturel ; la communauté de communes des Balcons du Dauphiné a exprimé sa volonté à s'engager dans ce projet mais celui-ci demande des précisions sur l'étude et le projet.

Contenu de l'action :

(1) Objectifs d'une labellisation d'un centre culturel :

Marier un patrimoine et une activité artistique et culturelle permanente qui met en valeur ce patrimoine.

L'attribution de ce label est liée au respect de plusieurs conditions :

- La qualité patrimoniale du lieu, la maîtrise de son occupation et de l'activité qui s'y déroule
- Sa mise en valeur et son ouverture à un large public dans le cadre d'un projet permanent
- Une économie solide avec des partenaires qui s'engagent dans la durée, conjuguant fonds publics

et recettes propres.

- L'indépendance et la solidité de la gouvernance de la structure porteuse.

Le label est attribué par le Préfet de Région après avis d'une commission régionale de la DRAC statuant sur la qualité du projet.

Si les conditions sont réunies, la collectivité pourra présenter sa candidature.

LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : culture, patrimoine

Domaine(s) d'action secondaire(s) : environnement, mobilité, insertion

CALENDRIER

Afin d'étudier la faisabilité du projet et l'engagement de la collectivité, différentes étapes sont à réaliser

De juillet à décembre 2022 :

- 1- Une rencontre avec les services de la collectivité, Mr et Mme Nantet, la vice-présidente pour échanger sur le projet
- 2- Une actualisation du chiffrage du projet d'investissement par la direction du patrimoine
- 3- Une analyse juridique par la collectivité sur les différents montages possibles pour assurer la pérennité du projet
- 4- Une rencontre des services de la communauté de communes, du département et de la région pour analyser le cahier des charges.

Décembre 2022 : réunion avec les différents partenaires pour définir la faisabilité et le portage du projet financièrement.

3- Financement de l'action

Budget à préciser lors de l'évaluation du patrimoine et du projet

FF. Atlas de la biodiversité

FICHE ACTION

ACTION N°BIO1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

La Communauté de communes des Balcons du Dauphiné se fixe comme principal objectif, au terme des deux années du programme, d'améliorer et d'homogénéiser les connaissances naturalistes du territoire, de manière à réduire les fortes disparités entre ses communes. Elle s'appuie pour cela sur de nombreux partenaires qui soutiennent le projet et sur les autres acteurs locaux.

Le second objectif est la communication, l'information et la sensibilisation des habitants, des élus, des entreprises, des scolaires, des péri-scolaires et des services techniques à la protection de l'environnement, en étroite collaboration avec les partenaires et acteurs locaux du territoire (département de l'Isère, l'APIE, Lo Parvi, etc.). Cet objectif comprend un travail sur la valorisation environnementale sur le site intercommunal du Serverin

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Communes des Balcons du Dauphiné Association LO PARVI, Association Flavia APE, Association Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Association Porte de l'Isère Environnement (APIE) Conservatoire Botanique National Alpin (CBNA) Fédération de pêche de l'Isère

Fédération de chasse de l'Isère Département de l'Isère

EPAGE de la Bourbre

Office Français de la Biodiversité (OFB) Office National des Forêts (ONF)

Syndicat du Haut-Rhône - Réserve Naturelle Nationale du Haut-Rhône Français Réserve Naturelle Régionale des étangs de Mépieu

SCOT Boucle du Rhône en Dauphiné Membres du comité de pilotage

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Malgré des pressions anthropiques fortes et une connaissance naturaliste encore lacunaire du territoire, la communauté de communes des Balcons du Dauphiné abrite un réservoir de biodiversité reconnu d'importance européenne. Depuis 40 ans, un conséquent travail d'inventaire a été mené en étroite collaboration avec les partenaires et acteurs locaux, afin de mettre en lumière l'incroyable richesse écologique du Nord-Isère. Cela a d'ores-et-déjà permis d'œuvrer pour sa préservation et sa valorisation. En effet, les actions de communication, d'information et de sensibilisation, sont trois facteurs clés pour préserver cette biodiversité et faire prendre conscience à chacun des enjeux qui en dépendent : écologiques, socio-économiques et culturels. Dans cette perspective, cette nouvelle communauté de communes souhaite poursuivre et amplifier ce travail partenarial de développement des connaissances sur la biodiversité et de partage avec les élus, les habitants, les entreprises et les usagers de son territoire.

Objectifs :

- Comblent les lacunes et homogénéiser les connaissances matière de biodiversité de son territoire (faune, flore, habitats naturels, trame verte et bleue) ;
- Sensibiliser les habitants et usagers, le tissu socio-économique, l'ensemble des élus du territoire et les services techniques à la protection de l'environnement et de la biodiversité.

- Décliner le travail réalisé en plan d'actions en faveur de la biodiversité, en lien avec les grands enjeux des Balcons du Dauphiné : l'aménagement durable du territoire, la transition écologique pour répondre aux effets du changement climatique, la gestion économe de la ressource en eau, la mobilité, l'agroécologie, le tourisme de nature et de proximité...

Contenu de l'action :

L'objectif est de compléter les connaissances naturalistes du territoire sur 20 communes et de doter la communauté de communes d'un outil d'aide à la décision, de sensibilisation, d'information des différents publics.

Améliorer la connaissance du territoire et la partager aux acteurs locaux et aux habitants des communes sera la priorité des 2 prochaines années. Cela se concrétisera notamment par la rédaction de plans d'actions en faveur de la biodiversité locale accompagnant la synthèse des observations réalisées sur le territoire.

Cette action contribuera à renforcer les outils d'aide à la décision existants en lien avec les différents enjeux/projets de l'intercommunalité, en particulier en matière d'aménagement de son territoire, de mise en œuvre de son Plan Climat Air Energie Territorial, de l'adaptation de son tissu économique et de l'activité agricole. Cette action permettra également d'identifier les lieux possibles de restauration écologiques pouvant entrer dans le cadre de mesures compensatoires, les secteurs stratégiques d'intervention en matière de restauration de la biodiversité...

Enfin, il s'agira de démultiplier la sensibilisation, information, communication, formation, adaptés aux différents publics (scolaires, habitants, élus, entreprises, touristes, excursionnistes...). Cela comprendra un volet spécifique au site intercommunal du Serverin, permettant de définir et de mettre en valeur le potentiel de cet espace en matière de sensibilisation du publique à l'environnement et la biodiversité.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Biodiversité

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Agriculture – tourisme – communication –aménagement territorial
 – plan climat – ressource en eau

► CALENDRIER

24 mois, du 01/11/2022 au 30/10/2024

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel : 309 872 €, sur 24 mois Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
309 872 €	Etat 80% soit 247 898 € Autofinancement CC 61 974 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation d'un atlas cartographique à l'issue du projet	Nombre de données recueillies sur la faune et la flore sur le secteur concerné par l'action à l'issue du projet	Nombre de projets de territoire intégrant les enjeux biodiversité à l'issue des 5 prochaines années

Réalisation d'un plan d'actions en faveur de la biodiversité à l'issue du projet	Nombre de communes touchées par le projet (inventaires, animations...) à l'issue du projet	Nombre de projets d'aménagements développés sur des secteurs à enjeux écologiques/ biodiversité à l'issue des 5 prochaines années ?
	Nombre de personnes sensibilisées, nombre d'outils de communication / sensibilisation développés et/ ou diffusés à l'issue du projet	Nombre de projets touristiques et communication développés en lien avec les enjeux biodiversité à l'issue des 5 prochaines années

GG. Construire une stratégie des aires protégées des Balcons du Dauphiné

FICHE ACTION

ACTION N°BIO2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Construire une stratégie visant la mise en place ou l'extension d'espaces protégés, dont l'identification des Espaces Naturels Sensibles pour lesquels les communes ont besoin d'un appui de la part de l'intercommunalité (technique, administratif, portage...)

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

État, Conseil Départemental de l'Isère, communes, Lo Parvi, Syndicat du Haut-Rhône, Syndicat des eaux des Abrets, Syndicat de la plaine et collines du Catelan, EPAGE de la Bourbre, propriétaires privés

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Une nouvelle stratégie a été adoptée par l'État pour les 10 ans à venir, face à un constat d'une érosion de la biodiversité sans précédent et qui s'accélère. Elle a pour objet d'atteindre un niveau de protection de 30 % du territoire national, dont un tiers sous protection forte. Malgré un bon niveau de protection dans la région (37 %), le niveau de protection forte est encore insuffisant, s'élevant à 3 %.

Sur le département de l'Isère, sous l'égide de la DDT, un travail de hiérarchisation a été fait sur la base de concertations avec les parties prenantes locales et les représentants des usagers.

Aujourd'hui, ce travail se poursuit, dans un objectif de co-construction avec les élus, la communauté de communes étant positionné en tant qu'animateur local de cette réflexion.

En parallèle, la communauté de communes est sollicitée pour de l'accompagnement ou du portage de gestion de sites naturels par plusieurs acteurs sur la thématique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), avec notamment le département et deux communes sur la gestion du site archéologique des Bussièrenes en lien avec les ENS des communes de Panossas et Frontonas, la commune de Siccieu-Saint-Julien- et Carisieu pour l'étang de Ry, la commune de Corbelin pour le site du Boutet.

Contenu de l'action :

L'action consiste dans un premier temps à construire une stratégie visant la mise en place ou l'extension d'espaces protégés sur le territoire des Balcons du Dauphiné. Afin d'atteindre l'objectif général du maintien et restauration de la biodiversité, plusieurs axes pourront être mobilisés :

- L'extension du site Natura 2000, représentant aujourd'hui 21 % du territoire, est une première réponse. Cette extension doit se faire en étroite concertation avec les acteurs du territoire, sachant que plusieurs communes ont déjà manifesté leur souhait d'intégrer le site.

- La démarche de création de nouveaux Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope est bien engagée avec aujourd'hui 23 sites créés sur les secteurs de tourbières principalement, représentant 3,8 % du site Natura 2000. Celle-ci doit être poursuivie sur les tourbières, mais aussi sur les autres cœurs de biodiversité, en particulier non pris en compte par Natura 2000.

- Concernant les réserves, deux sont présentes sur le territoire. La création de la réserve du Haut-Rhône a constitué une avancée forte sur la préservation des milieux alluviaux à proximité du site. La

réserve des étangs de Mépieu joue un rôle important, protégeant une mosaïque de milieux typiques de l'Isle Crémieu. Ce dernier site pourrait être étendu, afin d'intégrer les autres enjeux environnementaux à proximité directe.

Dans le même sens, il apparaît nécessaire d'intégrer dans cette stratégie la création de nouveaux sites gérés ou d'étendre les existants dans le même objectif de garantir la préservation de la biodiversité. Cette gestion consiste en l'entretien des habitats et des habitats d'espèces patrimoniaux, la suppression ou la limitation d'espèces exotiques envahissantes, la surveillance sur les atteintes aux habitats et espèces liées, la mobilisation des outils fonciers, le lien avec les activités socio-économiques (agriculture, tourisme...) ...

Cette stratégie doit s'appuyer en particulier sur les Espaces Naturels Sensibles, politique du département de l'Isère forte d'un réseau de sites importants aux Balcons du Dauphiné et de moyens dédiés significatifs. Cependant, certaines communes témoignent de difficultés à prendre en charge la gestion de certains ENS locaux, par manque de moyens notamment ~~pour des questions notamment~~ financier, techniques, d'ingénierie... Ainsi, le travail consistera au recensement des besoins des communes que la communauté de communes pourrait assurer pour la gestion de ces sites, définissant les sites pour lesquelles elle pourrait « accompagner à faire », « aider à faire » ou « faire pour le compte de ».

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Biodiversité et espaces naturels

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Pratiques agricoles durables, aménagement du territoire, tourisme, préservation de la ressource en eau, plan climat, communication/ sensibilisation

► CALENDRIER

Elaboration de la stratégie : juin 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

Elaboration de la stratégie : 0 €, hors animation territoriale interne

En cas de gestion future d'ENS identifiés par l'intercommunalité, un recrutement devra être envisagé (financements département de l'Isère).

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
0 €	SO
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
----------------------------	-------------------------	----------------------

Lancement de la mise en œuvre effective de la stratégie durant l'année 2022/2023	Surfaces en espaces naturels protégés et/ou gérés à l'issue du projet	Surface en habitats et espèces patrimoniaux du territoire préservés via un outils de protection (APPB, etc.) à l'horizon 5 ans/ 10 ans ?
	Nombre d'outils de protection mobilisés à l'issue du projet ?	Surface en zones humides protégés via un outils de protection (APPB, ENS, etc.) à l'horizon 5/ 10 ans
		Surface pouvant être considérée comme « puits de carbone » à l'horizon 10 ans ?

HH. Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) des Balcons du Dauphiné

FICHE ACTION

ACTION N°AGRI1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Encourager les changements de pratiques agricoles nécessaires pour répondre aux enjeux agro-environnementaux identifiés sur le territoire (préservation de la qualité des eaux souterraines et de surface, de la biodiversité et des paysages).

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Chambre d'agriculture de l'Isère, ADDEAR

Coopératives et partenaires des filières (Oxyane, Cholat, Ets Bernard etc.)

Association Lo Parvi

EPAGE de la Bourbre, Syndicat du Haut-Rhône, syndicat des eaux des Abrets, Syndicat des Eaux de la Plaine et des Collines du Catelan

Communauté d'Agglomération Portes de l'Isère (CAPI)

Etat, Conseil départemental de l'Isère, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

DRAAF

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Dans le cadre du Plan Stratégique National (PSN) de la politique agricole commune (PAC) 2023-2027, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) pourront être mises en œuvre en Auvergne-Rhône-Alpes. Les MAEC surfaciques, pilotées par l'État, sont à mettre en œuvre via des projets territoriaux appelés projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC).

Le cadre des MAEC est national, mais il est redécliné au niveau local dans le Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC). Dans ce contexte, la communauté de communes des Balcons du Dauphiné a déjà mis en œuvre un PAEC sur la période 2015-2020. Le PAEC 2023-2027 en sera donc la continuité.

Ce projet vise à encourager les changements de pratiques agricoles nécessaires pour répondre aux enjeux agro-environnementaux identifiés sur le territoire. C'est un projet à destination des exploitations agricoles dans le but de la préservation de la qualité des eaux souterraines et de surface, de la biodiversité et des paysages.

Objectifs :

Le projet agro-environnemental et climatique s'inscrit dans le projet de territoire des Balcons du Dauphiné, traitant d'économie agricole, d'environnement et de social. Il constitue une partie de la politique agricole des Balcons. Le territoire « la Boucle du Rhône en Dauphiné » est situé dans la partie Nord de l'Isère.

Afin de prendre en considération les multiples enjeux du territoire, le PAEC vise à :

- Favoriser une gestion agricole en faveur de la qualité de l'eau dans les périmètres de captages sensibles et zones humides prioritaires.

- Maintenir ou restaurer une valorisation agricole extensive des milieux à faible rendement agronomique par le pâturage et la fauche, et maintenir des prairies et pâtures favorables aux espèces patrimoniales, caractéristiques du territoire

- Introduire la rotation et le changement des pratiques en faveur de la biodiversité dans les systèmes de grandes cultures

- Maintenir ou restaurer les éléments du paysage essentiels pour les cycles de vie et le déplacement de la faune et pour la préservation de la qualité de l'eau

Globalement les systèmes d'exploitation visés seraient ceux en polyculture-élevage, grande culture et spécialité herbagère.

A ce jour, le périmètre envisagé pour la programmation 2023-2027 est identique au périmètre de l'ancienne programmation 2015-2020 (PAEC de la Boucle du Rhône en Dauphiné). Nous travaillons actuellement avec la CAPI afin d'affiner ce périmètre au regard des enjeux communs à nos deux territoires. Il s'agira, notamment, de décider si les communes de Saint-Savin et Ruy-Montceau feront partie du PAEC des Balcons du Dauphiné ou du futur PAEC porté par la CAPI.

Contenu de l'action :

Construction du PAEC :

- Construction et animation du PAEC (organisation et animation de comités techniques, de travail avec les élus, les agriculteurs, etc.).
- Sélection et définition des mesures en étroite concertation avec les acteurs locaux, les partenaires et les territoires voisins.
- Identification des articulations et synergies avec d'autres outils et/ou actions de développement local (stratégie foncière, filières...).

Mise en œuvre du PAEC

Animation territoriale :

- Concertation avec l'ensemble des acteurs locaux, mise en place d'actions d'information, de communication et de sensibilisation à destination des usagers, agriculteurs, acteurs et partenaires locaux (animation de réunions, rédaction d'articles de communication, valorisation de l'engagement des agriculteurs, etc.)
- Accompagnement technique et administratif des agriculteurs (déclaration PAC, diagnostics de l'exploitation, montage des dossiers MAEC, accompagnement technique des agriculteurs dans leur déclaration PAC, réalisation de formation, etc.). Le volet information intégrera le cycle de formation « patur 'ajust » conduit par l'ADDEAR / SCOPELA, qui intègre entièrement les enjeux agro-environnementaux du territoire.
- Suivi technique, administratif et financier au cours de la mise en œuvre du PAEC (suivi des actions, de l'enveloppe budgétaire du PAEC, organisation et animation de comités de pilotage, de comités techniques, rédaction de CR, etc.)
- Cofinancement potentiel du PAEC sur les mesures « eau / captage prioritaire »

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : agriculture et environnement (Biodiversité, eau, climat)

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Aménagement du territoire, Tourisme

► CALENDRIER

Elaboration : 2022

Mise en œuvre : 2023 / 2028

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

Construction du projet, hors aide LEADER : 9 052 €

Mise en œuvre :

- Accompagnement à la mise en œuvre (animation territoriale, diagnostic d'exploitation, aide à la contractualisation) : montant à définir
- Formations : montant à définir
- Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) : montant à définir

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
Construction du projet : 9 052 €	6 000 € du Ministère de l'Agriculture et l'Alimentation Autofinancement CC 3 052 €
Accompagnement de la mise en œuvre / formations : A définir	A définir (Europe / FEADER, Etat, Département, Agence de l'eau)
MAEC : A définir (potentiellement 1.8M€ sur 6 ans, à l'image du programme précédent)	A définir (Europe / FEADER, Etat, Département, Agence de l'eau)
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Dépôt du projet de candidature en 2022	Nombre d'exploitations engagées, surfaces engagées	Préservation des habitats et espèces patrimoniaux du territoire
Nombre de diagnostic d'exploitations réalisés	Nombre d'habitats et d'espèces concernés par les mesures agro-environnementales	Préservation de la ressource en eau
Nombre de jours d'animation territoriale affectés au projet	Nombre de ressources concernés pas les mesures agro-environnementales	Réduction des gaz à effet de serre
Nombre de formations réalisées par les agriculteurs.		Pérennisation ou évolution des exploitations aux pratiques favorables aux enjeux environnementaux

II. Diagnostic préalable au déploiement de la stratégie alimentaire territoriale

FICHE ACTION

ACTION N°AGRI2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Une stratégie alimentaire territoriale s'appuie sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. L'objectif est ainsi de réaliser ce diagnostic préalable au déploiement de la stratégie.

Élaborée de manière concertée à l'initiative des acteurs du territoire, cette stratégie visera à donner des orientations et un cadre opérationnel à des actions partenariales répondant à des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. L'alimentation deviendra alors un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur ce territoire.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Chambre d'agriculture de l'Isère

Chambre de Commerce et d'Industrie
 Chambre des Métiers et de l'Artisanat
 SYCLUM

Conseil départemental de l'Isère
 DRAAF

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le territoire présente une vraie force en son tissu rural, résultante d'une diversité de milieux agricoles et naturels, et d'une mise en valeur agricole très diversifiée (élevages bovins, porcins, ovins, céréales, maraîchage...). Cette agriculture est cependant en difficulté, face à des cours mondiaux aléatoires et à des contraintes environnementales fortes (sols peu productifs, changement climatiques...). Déjà, certaines exploitations agricoles se sont adaptées, en adaptant leurs productions, en transformant leur production, en faisant de la vente en direct, dans des points de vente collectifs ou via des plateformes locales.

Objectifs :

L'enjeu est ainsi d'amplifier ce mouvement au travers d'un Projet alimentaire territorial, afin de maintenir une agriculture et des filières viables, de fournir localement une alimentation sûre et de qualité, garantissant un faible impact carbone, et une préservation de la biodiversité, des paysages et du cadre de vie.

Les actions développées le seront avec les partenaires du territoire (notamment le SYCLUM, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre d'agriculture, le Département, les agriculteurs et structures agricoles,...) et les partenaires voisins tels que la CAPI, les Vals du Dauphiné, les Métropoles de Lyon et Chambéry. Une attention particulière sera portée au développement de ces projets en cohérence avec les orientations et travaux menés à l'échelle départementale par le pôle agroalimentaire de l'Isère, avec ses outils, et avec la marque Is(H)ere.

L'atteinte des objectifs passe par une réponse à l'appel à projet annuel du Programme National pour l'Alimentation (PNA), doté d'une enveloppe de 2 M€, qui soutient l'émergence de nouveaux PAT. La

DRAAF s'est positionnée pour accompagner le territoire pour le montage du dossier de candidature à un futur appel à projet. Des aides du dispositif LEADER pour financer les études préalables existent sur ces thématiques.

Contenu de l'action :

La stratégie alimentaire territoriale s'appuiera sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. Il devra comprendre plusieurs volets :

- Une dimension économique : structuration des filières dans les territoires, l'offre et la demande, la valeur ajoutée sur le territoire, la thématique de l'installation d'agriculteurs et de la préservation des espaces agricoles ;
- Une dimension environnementale :
 - o L'évolution des pratiques alimentaires, la diversification des sources de protéines, introduction des légumineuses, saisonnalité des produits, la consommation de produits de proximité durables et de qualité (agriculture biologique, certification environnementale de niveau 2 et HVE) ;
 - o Les modes de production agroécologiques, dont l'agriculture biologique, la thématique de la préservation de l'eau et des sols, de la biodiversité et des paysages, le changement climatique, la logistique (producteur, transformateur, vendeur, consommateur) ;
 - o L'efficacité de la chaîne de production et de transformation, lutte contre le gaspillage alimentaire et recyclage des déchets organiques
- Une dimension sociale : éducation alimentaire, l'accessibilité sociale, la précarité alimentaire, la valorisation du patrimoine.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : agriculture et alimentation

Domaine(s) d'action secondaire(s) : restauration - circuits courts - pratiques agricoles durables

► CALENDRIER : Diagnostic : 2022-2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :
 Etudes préalables à la mise en place du PAT : 30 000 €

Principaux postes de dépenses :

Fonctionnement (étude/accompagnement)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
30 000 €	FEADER 60% soit 18 000 € Autofinancement CC 12 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation du diagnostic	Mise en réseau des partenaires	Emergence de projets du fait de la mise en réseau
	Identification de l'ensemble des acteurs : agriculteurs, opérateurs des filières, transformateurs, logistiques, consommateurs	
	Identification des enjeux à prendre en charge par la stratégie	

JJ. Élaboration de la politique publique agriculture

FICHE ACTION

ACTION N°AGRI3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Définir les orientations de politique publique relative à l'agriculture à mettre en place par les Balcons du Dauphiné en lien avec les ambitions portées par la collectivité.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : SAFER, chambres consulaires, Département, EPORA, communes
- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La thématique de l'agriculture, activité d'importance d'un point de vue économique, d'aménagement du territoire, sur les questions alimentaires, relève de plusieurs échelons territoriaux en plus de l'Europe et l'Etat. Dans un premier temps, la région a un rôle important, dans le cadre de sa compétence « économie », avec un plan de soutien. Par ailleurs, ce sont les communes qui bénéficient de la clause de compétence générale leur permettant d'agir sur les sujets relevant de leur niveau. En accord avec ces dernières, la communauté de communes s'est vue confiée plusieurs missions précises, en lien avec direct avec l'agriculture de son territoire :

- l'agro-environnement : les mesures agro-environnementales avec le Projet Agro-Environnemental et Climatique, la démarche captage prioritaire de Chozelle – commune de Tignieu-Jamezieu, l'abreuvement des troupeaux (projet « mares et abreuvement sur le plateau de l'Isle Crémieu »), le soutien aux filières de qualité via le programme LEADER (projets Cholat, Oxyane...),
- La valorisation de l'activité et des produits agricoles : le comice agricole, l'identification des points de vente directe par l'office de tourisme intercommunal...
- L'accompagnement de l'activité agricole via l'aide aux services de remplacement

D'autres actions de la communauté de communes, via d'autres compétences touchent également la thématique de l'agriculture, à l'image de :

- Gestion de réseaux de cours d'eau et fossés dans les marais du Catelan, et prochainement des marais de Morestel aux Avenières
- L'accompagnement d'opération de collecte de pneus usagers utilisés pour les silos à ensilage,
- L'aide à la formation à l'optimisation de la gestion des prairies, en parallèle des mesures agro-environnementale et Natura 2000

Objectifs / Contenu de l'action :

Aujourd'hui, de nouveaux défis se présentent pour le territoire et son agriculture. Il s'agit de l'alimentation à l'échelle du territoire, l'intégration des enjeux du plan climat (les énergies renouvelables, la sobriété énergétique, le stockage du carbone...), la préservation de la ressource en eau... qui s'ajoutent à ceux pris en charge actuellement par les différents échelons publics. Également, la communauté de communes fait l'objet de sollicitations de partenaires agricoles, de communes membres et autres acteurs, afin de les aider à développer leurs propres actions, qui pour certaines entrent dans le cadre de ces défis.

Dans ce contexte, le projet de territoire prévoit l'élaboration de politiques publiques sectorielles, établissant des enjeux, puis des orientations définies à horizon 2030 par les maires et élus communaux. Celles-ci sont amendées et validées via le nouveau processus décisionnel mis en place (commission transversale, bureau et conseil communautaire). Ainsi, ce travail, d'ores-et-déjà initié, sera réalisé sur cette thématique de l'agriculture. Il traitera en particulier des thématiques alimentation, filières en lien avec l'économie, pratiques agro-environnementales et adaptation au changement climatique.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Agriculture

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Economie, alimentation, biodiversité, climat, eau

► CALENDRIER

2022

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

Principaux postes de dépenses : animation territoriale.

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation et validation de la politique publique	Définition d'orientations d'actions « agriculture » pour la collectivité	Développement de projets et soutien à des actions en matière d'agriculture, d'alimentation et conforme au socle du projet de territoire

KK. Élaboration de la politique publique cycles de l'eau

FICHE ACTION

ACTION N°EAU1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : Définir les orientations de politique publique relative aux cycles de l'eau à mettre en place par les Balcons du Dauphiné en lien avec les ambitions portées par la collectivité.
- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : le SEPECC, le syndicat des Abrets, l'Epage de la Bourbre
- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Les Balcons du Dauphiné sont un territoire en dynamique et porteur de nombreux projets sur le grand comme petit cycle de l'eau. L'intercommunalité a pris la compétence GEMAPI en 2018, mais avait déjà une compétence « gestion des cours d'eau » depuis 2014. Elle porte la compétence en direct pour le bassin Isle Crémieu/Pays des couleurs du Schéma d'Aménagement et de Gestion Des Eaux (SDAGE) et l'a délégué à l'EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de la Bourbre pour le bassin éponyme. S'agissant du petit cycle de l'eau, l'intercommunalité a pris la compétence eau et assainissement et a créé la direction de l'eau et de l'assainissement le 31 décembre 2019, qui comprend la régie des eaux issue de 17 structures gestionnaires, pour 27 des 47 communes. Trois syndicats (Syndicat des Eaux des Abrets (SYMIDEAU), Syndicat des Eaux des Plaines Et Collines du Catelan (SEPECC) et Syndicat de Production des Eaux du Nord-Ouest Isère (SYPENOI)) interviennent également pour le compte de l'intercommunalité sur le reste du territoire. 3 communes sont gérées en DSP et supervisées par la direction de l'eau.

La préservation de la ressource en eau a été affichée en 2021 par les élus comme une priorité du mandat. Des décisions ont d'ores et déjà été prises pour honorer cette ambition, telles que le renforcement de l'équipe rivière, le renforcement des moyens d'actions de la régie des eaux avec une équipe travaux supplémentaires et la structuration du service ingénierie, le pilotage d'études stratégiques comme les deux schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement et l'engagement d'une étude sur la ressource en eau.

Pour l'adduction d'eau potable en mode gestion régie, l'ambition est aussi d'atteindre 80 % de rendement d'eau potable en renouvelant 7 kms linéaires de réseau d'eau potable par an. Les efforts sont à produire puisqu'en 2020 le rendement était de 67% et qu'un peu moins de 4 km de réseaux neufs étaient posés en 2021 (2,3 km en renouvellement). Côté assainissement, la volonté est d'améliorer les rejets au milieu naturel par la poursuite de la mise aux normes des stations d'épuration et les travaux de réduction des entrées d'eaux claires parasites (pluviales et infiltration de sources) dans les réseaux.

Enfin, il faut bien évidemment ne pas oublier le fleuve Rhône qui, s'agissant du grand cycle comme du petit cycle de l'eau, est un (f)acteur déterminant du développement du territoire, qu'il s'agisse de ressource avec les nappes d'accompagnement, de biodiversité ou de gestion du risque inondation.

Objectifs / Contenu de l'action :

Dans ce contexte, le projet de territoire prévoit l'élaboration de politiques publiques sectorielles, établissant des enjeux, puis des orientations définies à horizon 2030 par les maires et élus communaux. Celles-ci sont amandées et validées via le nouveau procès décisionnel mis en place (commission transversale, bureau et conseil communautaire). Ainsi, ce travail, d'ores-et-déjà initié et avec un certain nombre d'axes privilégiés, sera réalisé sur cette thématique des Cycles de l'eau. Il abordera en particulier des enjeux clés que sont la ressource (quantité, qualité...), le rôle des collectivités territoriales, l'agriculture, et la tarification.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Cycles de l'eau

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Agriculture, urbanisme, biodiversité, changement climatique, services publics

► **CALENDRIER : 2022**

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

Principaux postes de dépenses : animation territoriale.

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation et validation de la politique publique	Définition d'orientations d'actions « cycles de l'eau » pour la collectivité	Développement de projets et soutien à des actions en matière de cycles de l'eau et conforme au socle du projet de territoire

B.

LL. Élaboration étude ressources en eau

FICHE ACTION

ACTION N°EAU2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Étude pour l'amélioration de la connaissance de l'état de la ressource eau. Analyse de la situation, identification des impacts et établissement d'une stratégie de gestion (sous-bassin SDAGE Isle- Crémieu – Pays des Couleurs)

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes des Balcons du Dauphiné

Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : DDT, Agence de l'eau Département de l'Isère, ~~Epe~~ de la Bourbre Chambres consulaires

Gestionnaires AEP et Assainissement

Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) de l'IsèreASA

Associations environnementales (Lo Parvi...), associations de pêche

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le choix d'une telle étude part d'un constat : la situation des cours d'eau semble se dégrader (assecs, étiages de plus en plus marqués) mais une absence de suivis réguliers ne permet pas d'évaluer plus précisément la situation, les évolutions et également le lien avec les prélèvements (AEP, agricoles, ...). Aussi, cette thématique « quantitative » a été soulevée lors du groupe de travail pour l'élaboration du prochain Programmes de Mesures (PdM) pour le SDAGE 2022 – 2027.

Enfin, suite à l'étude d'impact de l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) de l'Isère (juin 2017), il est apparu nécessaire d'évaluer plus précisément l'impact des prélèvements sur des sites Natura 2000 : cette prestation sera réalisée dans le cadre de cette étude mais son coût sera clairement individualisé et sera déduit du montant total de l'étude (l'agence de l'eau n'aura ainsi pas financer cette prestation Natura 2000).

Objectifs :

Les objectifs poursuivis sont multiples. L'objectif premier est de disposer d'un état des lieux partagé de la situation des cours d'eau sur le territoire. Pour cela, l'installation de dispositifs de suivi (ainsi que la réalisation de jaugeages) sera effectuée. Parallèlement, un important travail bibliographique sera mené (recueil d'informations sur les aspects historiques, sur les prélèvements effectués, ...).

L'objectif poursuivi est également d'avoir une vision globale des prélèvements effectués sur le territoire (AEP, agricoles, ...).

Enfin, l'étude visera à identifier des pistes de gestion, de réflexion, à mettre en œuvre pour tendre vers une gestion partagée de la ressource en eau.

Cette étude constitue une première étape, sur le territoire, pour engager une réflexion commune sur la question de la ressource en eau. A ce titre, l'agence de l'eau sera bien entendue associée à la démarche mais également le monde agricole ainsi que les différents gestionnaires AEP et Assainissement

Contenu de l'action :

L'étude est composée de plusieurs étapes :

- Dresser un état des lieux de la situation :
 - o Recueillir des données existantes (notamment sur les prélèvements, les secteurs

d'assecs, ...)

- o Souligner la dynamique dans laquelle s'inscrit le territoire. A cet égard, un travail sur les évolutions de ces dernières années sera réalisé (données météorologiques, évolutions des pratiques agricoles, croissance démographique) ;
- o Caractériser les éventuels déséquilibres sur le territoire vis-à-vis de la ressource en eau ;
- o Installer plusieurs points de suivis sur le territoire (suivi des variations des hauteurs d'eau) et réalisation de campagnes de jaugeages sur 6 masses d'eau. Les cours d'eau du territoire, de taille modeste, ne sont pas équipés d'un dispositif de suivi. Un des objectifs de l'étude est de pallier cette lacune ;
- Bilan des prélèvements, analyse de l'évolution de ces prélèvements ;
- Élaboration d'une stratégie et d'un programme d'intervention.

De manière générale, cette étude devra constituer une première étape pour la mise en œuvre d'une réflexion globale sur l'état de la ressource, des cours d'eau, sur le territoire et le lien étroit avec les différents usages en vigueur.

Il s'agit d'une thématique particulièrement prioritaire et qui devient préoccupante au regard des dernières années (nombreux épisodes de sécheresse).

Dans le cadre de cette étude, une prestation consistera à évaluer l'impact de prélèvements sur des secteurs classés Natura 2000 : le coût de cette prestation sera clairement distingué.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Eau, nature et biodiversité / Gestion quantitative et qualitative de l'eau

Domaine(s) d'action secondaire(s) :

- Eau, nature et biodiversité / Connaissance et protection des milieux
- Agriculture et alimentation / Pratiques agricoles durables
- Aménagement / Extension urbaine maîtrisée

► CALENDRIER

Démarrage de l'étude : janvier 2022

Durée de l'étude : 2 ans

Juin 2023 : 1er premier bilan annuel fonctionnement cours d'eau et nappes

3- Financement de l'action

Financement	Montant de la subvention
Département	28 000,00
Etat - DDT Service Patrimoine naturel	20 000,00
Agence de l'eau RMC	70 000,00
Sous-total	118 000,00

Autofinancement	42 000,00
TOTAL HT	160 000,00

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Lancement et réalisation de l'étude	Prise en compte de la thématique ressource en eau dans les autres politiques depuis les nationales aux locales : Comité départemental eau, OUGC, Natura 2000, urbanisme...	Baisse de la pression des prélèvements sur la ressource en eau
Mise en place des suivis eaux de surface et souterraines	Nombre de données de connaissance sur l'eau recueillies (débit, niveau d'eau...)	Réduction des linéaires de cours d'eau en assec
Evaluation des impacts des prélèvements agricole sur le site Natura 2000		Rétablissement des enjeux biodiversité en lien avec l'eau et piscicoles en bon état de conservation
		Sécurisation des besoins anthropiques en eau (AEP, agriculture...)

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation de l'étude PAT Réponse à l'AAP DRAAF Adoption du PAT	Nombre d'exploitations engagées, labellisées Nombre de partenaires engagés	
	Réduction du gaspillage et des du volume de déchets alimentaires	
	Augmentation des filières et produits locaux dans la consommation	Renforcement du modèle économique de la filière agricole Réduction des gaz à effet de serre

MM. Élaboration d'un plan de gestion sur les parcelles des ex syndicats des marais de Bourgoin et de Morestel sur le territoire des Balcons du Dauphiné

FICHE ACTION

ACTION N°EAU3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Élaboration d'un plan de gestion sur les parcelles des ex syndicats des marais de Bourgoin et de Morestel sur le territoire des Balcons du Dauphiné, tenant compte des principes visés par le projet de territoire (agriculture, climat, biodiversité, ressource en eau, tourisme)

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : Les communes, chambre d'agriculture de l'Isère, les agriculteurs, CAPI, Conseil départemental de l'Isère, Agence de l'eau, Epape de la Bourbre

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

A la dissolution du syndicat des marais de Bourgoin Jallieu en 2021, les Balcons du Dauphiné sont devenus propriétaires des parcelles qui appartenaient au syndicat. Ces parcelles sont essentiellement composées de bandes étroites le long de cours d'eau ou fossés, soit environ 88 ha et un linéaire d'écoulements de 67 km. De la même manière, la communauté de communes deviendra propriétaire des parcelles du syndicat des marais de Morestel et sera compétente au 1^{er} juillet 2022 sur ce foncier, étant donné la dissolution actée de ce dernier.

Objectifs :

La communauté de communes souhaite donc engager un plan de gestion dont les objectifs sont les suivants :

- Connaître et diagnostiquer ce nouveau foncier : état des lieux, identification des enjeux, problématiques.
- Définition d'enjeux et d'objectifs de gestion sectorisés et différenciés, en lien avec l'ensemble des compétences et/ou réflexions des Balcons du Dauphiné ou des autres acteurs sur ce territoire : GEMAPI, cheminements doux, PCAET, la ressource en eau, les pratiques agricoles, le marathon de la biodiversité, devenir des plantations de peupliers, filière bois énergie... ;
- Disposer d'un programme pluriannuel d'entretien et d'orientations de gestion adapté aux différents enjeux prioritaires de la collectivité ; Des actions de restauration pourront en découler, celles liées à la trame bleue portée par l'Epape, celles liées à la trame verte portée par la communauté de communes des Balcons du Dauphiné.
- Définir le rôle des différents acteurs (intercommunalité, EPAGE de La Bourbre, communes, monde agricole...).

Étant donné les orientations qui émergent dans le processus d'élaboration du projet de territoire des Balcons du Dauphiné, le présent plan sera conforme aux principes de préservation du changement climatique, de la ressource en eau et de la biodiversité.

Contenu de l'action :

L'action comprendra au préalable un travail de cadrage avec les élus des attendus de la gestion de ce foncier, en lien étroit avec le projet de territoire et les différentes politiques publiques.

Suite à cela, l'action sera décomposée de deux phases principales :

- Phase 1 : un travail de diagnostic, permettant de dresser un état des lieux précis du foncier du SIM-BJ sur le territoire des Balcons du Dauphiné, des enjeux, de la gestion actuelle, des contraintes particulières, ...

Cette phase de diagnostic comporte la réalisation d'un SIG et d'un travail topographique. Les principaux acteurs seront également associés.

Ce diagnostic permettra d'avoir un document partagé et commun sur la situation du périmètre des deux syndicats ;

- Phase 2 : mise en œuvre du plan de gestion, avec identification des enjeux qui seront déclinés en objectifs et actions.

Pour les actions relevant de l'entretien courant, un programme pluriannuel d'entretien sera réalisé (et chiffré) sur une période de 10ans.

Pour les opérations allant au-delà de l'entretien courant, le plan de gestion proposera des préconisations de gestion (un chiffrage et un planning prévisionnel sera proposé).

Le plan de gestion intégrera également (à minima pour mémoire), des opérations portées par d'autres acteurs et concernant le foncier des ex-syndicat des marais (par exemple : actions visées par l'Epage de la Bourbre pour de la renaturation de zones humides, plan de gestion castor d'Europe de l'Epage, projet de voie verte portée par la CAPI et les BDD, ...).

Le plan de gestion devra définir les maîtres d'ouvrages pour chaque action, les financeurs potentiels et taux de participation envisageables.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : Entretien du patrimoine communautaire
 Domaine(s) d'action secondaire(s) : GEMAPI, Agriculture, ressource en eau, biodiversité

► CALENDRIER

Restitution du plan de gestion : mi-2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

Etude du plan de gestion : 60 000 €

Mise en œuvre du plan de gestion : à définir lors de l'étude

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
60 000 €	Agence de l'eau, LEADER, CD38 : à définir
	Autofinancement CC 10 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Définition et validation d'un plan de gestion différencié sur toutes les parcelles	Mise en œuvre d'une gestion différenciée et adaptée aux enjeux des Balcons du Dauphiné sur toutes les parcelles	Linéaires de berges, Linéaires de fossés, de ripisylves et haies gérées et/ou restaurées
		Maintien de l'activité agricole

		Préservation des habitats et espèces patrimoniaux du territoire
		Préservation de la ressource en eau
		Augmentation des puits de carbone

NN. La chogne : définition de la restauration

FICHE ACTION

ACTION N°EAU4

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

La Chogne est un affluent du Rhône présentant une diversité de milieux dont certains sont dégradés du fait des interventions humaines pour augmenter les surfaces agricoles (drainages de zones humides, chenalissations du cours d'eau...) ou permettre l'usage de la force motrice de l'eau (moulins). L'objectif est de définir et mettre en œuvre une stratégie de restauration cohérente à l'échelle du bassin versant en conciliant enjeux environnementaux, amélioration de la ressource en eau et maintien des usages existants.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : DDT de l'Isère Agence de l'eau, chambre d'agriculture de l'Isère conseil départemental de l'Isère, ~~le~~ national de la biodiversité LoParvi, Associations de pêche et de chasse

- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le territoire présente plusieurs petits affluents du Rhône qui ont la particularité commune d'être sensibles au manque d'eau à fortiori dans le contexte de réchauffement climatique.

Force est de constater que ces dernières années, les étiages et assecs de la Chogne sont regrettables à la fois au niveau de la biodiversité et de l'environnement mais aussi pour les usages et notamment l'agriculture.

Objectifs :

L'enjeu est ainsi de définir et mettre en œuvre une stratégie de restauration du bassin de la Chogne non seulement pour obtenir un bon état écologique mais améliorer la résilience de l'hydrosystème pour faire face au changement climatique.

Les actions seront menées en concertation avec les acteurs du territoire et une attention particulière sera portée à l'amélioration de la ressource en eau tant sur la qualité de cette dernière que sur la quantité (présence d'un captage d'eau potable). L'obtention de ce bon état écologique de la Chogne s'appuiera sur des actions de restauration des milieux aquatiques.

Des aides de l'agence de l'eau et du département existent sur ces thématiques pour financer les études et les travaux de restauration.

Contenu de l'action :

Les actions proposées sont les suivantes:

- Co-construction de la stratégie de restauration du bassin de la Chogne qui pourra répondre aux enjeux suivants :
 - Biodiversité
 - Ressource en eau
 - Agriculture
 - Loisirs (pêche, chasse, naturalisme)
- Formalisation du programme d'actions de restaurations

- Mise en œuvre des actions.

Les actions de restaurations pourront être de nature différente et seront axées sur trois thématiques :

- Restauration de zone humide en tête de bassin.
- Restauration géomorphologique.
- Restauration de la continuité longitudinale

Ces actions seront précisées lors de l'étude et ainsi que le calendrier de mise en œuvre.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : gestion des milieux aquatiques

Domaine(s) d'action secondaire(s) : biodiversité - agriculture – Adduction d'Eau Potable

► CALENDRIER

Formalisation des actions 2022

Mise en œuvre 2022-2026

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir :

Etudes préalables à la mise en place : A définir, au-delà du travail d'animation territoriale

Au-delà de juin 2023, principaux postes de dépenses pour mémoire (cf. contrat agence de l'eau, montant étant à affiner par les études préalables) :

Aménagement d'ouvrages : 370 000 €

Restauration géomorphologique : 280 000 €

Restauration zone humide : 100 000 €

Fonctionnement (étude/accompagnement)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
Montant étude préalable à définir Pour mémoire, au-delà de juin 2023, 700 000 € (cf. contrat agence de l'eau, montant étant à affiner par les études préalables)	Agence de l'eau 50% Autofinancement CC 30% Département pour études zones humides et faisabilité hydromorphologique 20%
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation de la stratégie de restauration.	Engagement des études AVP sur les sites de restauration	

OO. Gestion de la végétation des berges

FICHE ACTION

ACTION N°EAU5

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Les cours d'eau de notre territoire présentent une diversité de formation boisées riveraines dont certaines sont dégradées et susceptibles d'accentuer le risque d'inondation.

L'objectif est de mettre en œuvre la stratégie de restauration de la ripisylve notamment pour favoriser sa régénération et son bon état écologique. Cette action s'accompagne d'une amélioration des écoulements des eaux par enlèvements sélectifs d'embâcles.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : Agence de l'eau DDT de l'Isère ONF, Osez, office national de la biodiversité, LoParvi

Communes

- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Les forêts rivulaires des cours d'eau de notre territoire présentent une diversité d'état de conservation. Un diagnostic a été effectué par l'ONF en 2018 et précise des préconisations de gestion qui servent de point de départ à une stratégie globale d'entretien et de restauration de la ripisylve de nos cours d'eau.

Objectifs :

L'objectif est de mettre en œuvre la stratégie de gestion de la ripisylve au travers d'un programme pluriannuel de travaux visant pour finalité la restauration de la végétation des berges et du bon écoulement des eaux.

Les actions seront menées en concertation avec les acteurs du territoire et une attention particulière sera portée à l'enjeu « protection des inondations » et « biodiversité ».

Des aides de l'agence de l'eau existent sur ces thématiques pour financer les travaux de restauration de la ripisylve.

Contenu de l'action :

Les actions de restaurations pourront être de nature différente :

- Restauration de la forêt rivulaire (recépage, plantation, abattages sélectifs)
- Enlèvement sélectif d'embâcles
- Lutte contre les espèces invasives

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

Domaine(s) d'action secondaire(s) : biodiversité - agriculture

► CALENDRIER

Mise en œuvre 2022 : Restauration de la forêt rivulaire de la Save sur les communes du Bouchages, Brangues et Saint Victor de Morestel. Enlèvement sélectif d'embâcles.

Pour mémoire, 2023 : poursuite de la restauration sur d'autres secteurs

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir :

50 000 € par an.

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
50 000 €	Agence de l'eau 30% soit 15 000 € Autofinancement CC 35 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Réalisation des travaux	Longueur de linéaire restauré Nombre d'embâcles obstruant le bon écoulement enlevés	Amélioration de l'état de la ripisylve, amélioration des écoulements des eaux sur les secteurs sensibles

PP. Travaux de débusage de cours d'eau sur l'Amby

FICHE ACTION

ACTION N°EAU6

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

L'objectif des travaux est de participer à l'atteinte du bon état des eaux sur le bassin versant de l'Amby, en débasant le cours d'eau sur une partie canalisée d'environ 80 ml.

L'objectif comprend la réhabilitation des trames bleue (découverte du cours d'eau) et turquoise (plantations), l'amélioration d'une qualité physique satisfaisante (diversification des habitats piscicoles) et d'amélioration du cadre paysager (cours d'eau visible).

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Agence de l'eau RMC

- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le choix de ce tronçon de l'Amby, situé sur la commune de St Baudille de la Tour, fait suite à étude éco morphologique menée en 2017 sur le territoire et qui a permis d'identifier les tronçons prioritaires pour une restauration morphologique, dont ce secteur busé sur 80m. L'état des habitats était jugé très bon en amont et bon en aval de la zone de projet, alors qu'il était considéré comme médiocre au plus près du site à aménager : Disparition totale des habitats aquatiques, des faciès d'écoulement et de la ripisylve, discontinuité écologique.

Il s'agit d'un chantier pilote sur le territoire.

Objectifs :

Les objectifs d'améliorations concernent la qualité physique du tronçon, le rétablissement de la continuité écologique et l'amélioration du cadre paysager.

Contenu de l'action :

La mise en œuvre du projet prévoit notamment le débusage du cours d'eau sur 80m, la suppression des espèces végétales exotiques présentes sur le site, la restauration morphologique du cours d'eau, le terrassement des berges en pentes douces et la végétalisation des emprises de travaux

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : GEMAPI – Grand cycle de l'eau

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Biodiversité - Petit cycle de l'eau

► CALENDRIER

Travaux principaux entre août et décembre 2022

Pour mémoire, travaux complémentaires en 2023, 2024 et 2025

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Travaux (hors maîtrise d'œuvre) : 212 798 € HT

Principaux postes de dépenses :

Investissement (Travaux)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
212 798 €	Agence de l'eau RMC : 50% soit 106 399 € Autofinancement CC : 50% soit 106 399 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Travaux réalisés	Amélioration du fonctionnement du cours d'eau, écoulements diversifiés, rétablissement de la continuité écologique, reprise de la végétation et présence de vie aquatique (Indice poisson, IBG)	Participation à l'atteinte du bon état écologique du cours d'eau Amélioration paysagère

QQ. Travaux de restauration de La Bordelle et des Rivoirettes

FICHE ACTION

ACTION N°EAU7

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

L'objectif des travaux est de participer à l'atteinte du bon état des eaux et à la gestion des crues sur le bassin versant de la Save, en restaurant le cours d'eau la Bordelle sur environ 500m en lien avec la zone humide Les Rivoirettes. La création d'une liaison douce est également prévue pour relier deux quartiers séparés actuellement par la zone humide.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Agence de l'eau RMC, commune de Morestel

- Opérationnalité : x en 2021 x en 2022 x en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le choix de ce tronçon de La Bordelle, situé sur la commune de Morestel, fait suite à étude éco morphologique menée en 2017 sur le territoire et qui a permis d'identifier les tronçons prioritaires pour une restauration morphologique, dont ce secteur rectiligne, uniforme et envasé sur 500m ainsi que sa zone humide voisine. L'ensemble constitue un îlot végétal à proximité immédiate du centre historique. Les enjeux de ce projet consistent à concilier les fonctions environnementales et hydrauliques de ces milieux, tout en créant un cheminement piéton permettant aux habitants de relier deux quartiers et de les sensibiliser aux enjeux liés à l'eau.

Objectifs :

Les objectifs d'améliorations concernent la qualité physique du tronçon sur 500m, la gestion des crues, la circulation des usagers dans le centre de Morestel et la sensibilisation aux enjeux liés aux milieux aquatiques.

Contenu de l'action :

La mise en œuvre du projet prévoit notamment la restauration morphologique du cours d'eau sur 500m, l'amélioration de la connexion avec la zone humide, la création d'un cheminement piéton et la mise en place de panneaux de communication pour sensibiliser aux enjeux des cours d'eau et des zones humides.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : GEMAPI – Grand cycle de l'eau

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Biodiversité - Petit cycle de l'eau - Mobilité

► CALENDRIER

Juin 2023 : validation phase Projet, obtention des autorisations administratives

Pour mémoire, travaux principaux entre août et décembre 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Etude de maîtrise d'œuvre : 34 431 € HT

Pour mémoire, Travaux : 483 000 € HT

Principaux postes de dépenses :

Investissement (Travaux)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
Montant d'étude de maîtrise d'œuvre : 34 431 € Pour mémoire, le montant de travaux 555 000 €	Agence de l'eau RMC : 50% soit 277 500 € Autofinancement CC : 50% soit 277 500 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Validation phase Projet, obtention des autorisations administratives	Possibilité consultation des entreprises et de démarrage des travaux	

EE. Mise en place des procédures « Déclaration d'Utilité Publique » des ressources en eau potable

FICHE ACTION

ACTION N°EAU7

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

Mise en place d'une procédure obligatoire d'utilité publique pour l'autorisation d'utilisation des ressources d'eau en vue de la consommation humaine de l'eau potable.

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

DDT (hydrogéologue départemental)

Agence de l'eau

Département de l'Isère

Epave de la Bourbre

Gestionnaires AEP et Assainissement

Bureau d'étude

Hydrogéologue Agréé

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

L'utilisation d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine par une collectivité publique est soumise à plusieurs procédures issues du Code de la santé publique, du Code de l'environnement et du Code de l'expropriation.

- Procédure d'autorisation ou de déclaration pour le prélèvement en application de l'article L.214-1 du code de l'environnement,
- Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux par une personne publique au titre de l'article L.215-13 du code de l'environnement,
- Déclaration d'utilité publique d'instauration des périmètres de protection en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique,
- Autorisation de distribuer et de traiter l'eau en vue de la consommation humaine en application de l'article L.1321-7 du code de la santé publique.

A noter que la déclaration d'utilité publique relative aux périmètres de protection et la déclaration d'utilité publique relative au prélèvement et la dérivation des eaux sont confondues en une seule DUP et une seule enquête. Les décisions prises au terme de ces enquêtes ne font d'ailleurs l'objet que d'un seul arrêté de déclaration d'utilité publique.

Pour les captages sans DUP (naturellement protégés), la mise en œuvre du contrôle sanitaire permet de reconnaître leur existence légale.

La prise de compétence de l'eau et de l'assainissement au sein des Balcons du Dauphiné a permis d'avoir une gestion globale des procédures de mise en place des périmètres de protection.

Objectifs :

L'objectif est d'instaurer, sur l'ensemble des captages sur le territoire de la régie des eaux, la procédure d'autorisation de prélèvement dans le milieu naturel d'eau en vue de la consommation humaine

Contenu de l'action :

L'étude est composée de plusieurs étapes :

- Phase 2 : dossier d'enquêtes publique et parcellaire
- Phase 3 : Déroulement des enquêtes publiques et parcellaires
- Phase 4 : Publication au Service de Publicité Foncière

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) :

- Eau, nature et biodiversité / Gestion quantitative et qualitative de l'eau

Domaine(s) d'action secondaire(s) :

- Eau, nature et biodiversité / préservation de la ressource
- Aménagement / mise en place de périmètre de protection et acquisition foncière

► CALENDRIER

Démarrage de l'étude : janvier 2020

Durée de l'étude : 5 ans

Juin 2023 : phase dossier d'enquêtes publique et parcellaire réalisé avec dépôt des dossiers Loi sur l'Eau (document d'incidence), dossier préliminaire à l'intervention de l'hydrogéologue agréé.

3- Financement de l'action

Financement	Montant total de la subvention forfaitaire par ressource
Agence de l'eau RMC	45 000,00
Sous-total	45 000,00
Autofinancement	25 000,00
TOTAL HT	70 000,00

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Lancement et réalisation de l'étude	Dépôt de la demande d'examen préalable	/

Rédaction du dossier Loi sur l'Eau	Saisie de l'Hydrogéologue agréé par la Préfecture	
Obtention de la D.U.P	Réception de l'arrêté Inscription aux hypothèques des restrictions sur les parcelles	Mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté sur le terrain Suivi du respect des prescriptions

RR. Définir les priorités en matière de jeunesse

FICHE ACTION

ACTION N°JEU1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : en quelques lignes

La communauté de communes n'est pas compétente en matière de jeunesse mais se doit de définir les priorités et les champs d'actions dans ce domaine pour faire le lien avec la délégation « actions en direction de la jeunesse »

Formaliser et contractualiser avec le Département le Contrat Territorial Jeunesse (CTJ)

- Porteur/Pilote de l'action :

Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Les acteurs éducatifs, sociaux de la jeunesse du territoire
Le Département (lien avec le CTJ)

- Opérationnalité : en 2021 **x fin 2022** ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La communauté de communes n'est pas compétente en matière de jeunesse. Dans l'ensemble des champs d'intervention de la communauté de communes les jeunes sont concernés. C'est la raison pour laquelle dès l'attribution des délégations, une délégation « actions en direction de la jeunesse » a été confiée à une vice-présidente.

De plus, 1 chef de projet actions jeunesse arrivera en poste le 05 septembre 2022

A l'issue du diagnostic socio-démographique, il est apparu que la communauté de communes est **un territoire de jeunes** avec un indicateur jeunesse plus élevée que la moyenne nationale dans de nombreuses communes du territoire.

A l'échelle de l'intercommunalité, la part des 15- 29 ans est de 14,9 %. 17 communes se situent au-dessus de la moyenne intercommunale. Montalieu-Vercieu, Charrette, Hières-sur-Amby, Trept, Arandon-Passins, Vignieu et Vasselins se situent autour de la moyenne nationale (17,5%).

La politique jeunesse se réfléchit autour de plusieurs axes :

- La santé
- L'emploi
- L'insertion
- Les loisirs
- La culture
- Le logement
- La mobilité
- ...

Le Département nous sollicite pour **formaliser un contrat territorial de la jeunesse**, il servira de base de travail pour définir les priorités et les actions en matière de jeunesse à l'échelle de la communauté de communes.

Le contrat territorial jeunesse répond prioritairement aux objectifs suivants :

- Encourager tous les acteurs locaux à porter un regard convergent et global sur les besoins des jeunes dans une démarche participative au sein de plusieurs instances : un comité de pilotage stratégique et d'un comité local enfance jeunesse.
- Mettre en cohérence les interventions des différents acteurs dans le champ jeunesse avec le soutien d'un professionnel coordonnateur,
- Permettre aux jeunes de mieux s'intégrer à la vie locale, participer à leur accompagnement éducatif et favoriser leur engagement.

Objectifs :

- Définir les priorités en matière de jeunesse
- Contractualiser et formaliser le CTJ
- Porter une réflexion sur l'information jeunesse à l'échelle du territoire
- Identifier les actions et le public jeunes comme public prioritaire au sein des différentes directions de la communauté de communes (emploi, santé, insertion, mobilité...)
- Contenu de l'action :
 - Définir les priorités en matière de jeunesse
 - Groupe de travail CTJ
 - Piloter et animer le réseau jeunesse du territoire (CCBD/LYSED)

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : actions jeunesse

Domaine(s) d'action secondaire(s) : terre de jeux, environnement, mobilité, insertion, santé, culture...

► CALENDRIER

05/09 : arrivée du chef de projet actions jeunesse

4ème trimestre 2022 : rencontre avec élue de référence et définition de la stratégie

Contractualisation du CTJ avant juillet 2023

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Pas de budget spécifique actions jeunesse pour 2022

A étudier pour 2023 en fonction de la stratégie retenue

Principaux postes de dépenses : ingénierie pour pilotage projet

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Définir les priorités politiques en matière de jeunesse Formaliser et contractualiser le CTJ Animer et dynamiser le réseau des acteurs jeunesse CCBD/LYSED		

SS. Elaboration de la politique publique stratégie et veille foncière

FICHE ACTION

ACTION N°FON1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Définir les orientations de politique publique relative à la stratégie foncière à mettre en place par les Balcons du Dauphiné pour gérer et maîtriser au mieux la ressource foncière dans le temps (orientations, priorisation, moyens...) en lien avec les ambitions portées par la collectivité.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : SAFER, chambres consulaires, Département, EPORA, communes

- Opérationnalité : ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le foncier est une problématique transversale dès qu'il s'agit d'agriculture, de forêt, d'habitat, d'activités économiques, de services, d'environnement et d'aménagement du territoire au sens large.

L'action foncière est un préalable à l'aménagement du territoire car le foncier est support de tout projet mais il est également une ressource précieuse et limitée. La conciliation des usages du foncier est donc une nécessité pour un développement durable du territoire.

Objectifs :

L'élaboration d'une politique publique quant à la stratégie foncière est donc nécessaire pour gérer et maîtriser au mieux la ressource foncière dans le temps (orientations, priorisation, moyens...) en lien avec les ambitions portées par la collectivité. Ainsi la communauté de communes souhaite élaborer une stratégie foncière qui permette d'accompagner l'ensemble de ses politiques de développement tout en conciliant préservation des ressources agricoles et naturelles. Par ailleurs, elle souhaite avoir une vision prospective afin d'anticiper, sur le plan foncier, la mise en œuvre des politiques publiques (besoins en foncier pour le projet + besoins en foncier connexes).

Contenu de l'action :

Les Balcons du Dauphiné ne sont pas dotés de stratégie foncière et de service foncier. La volonté actuelle est de définir une politique foncière globale - croisant l'ensemble des champs d'intervention de la collectivité - et de structurer l'action foncière (gestion / intervention / acquisition). En effet, la stratégie d'acquisition et/ou d'intervention sur le foncier n'est pas établie ; chaque direction intervient dans le cadre de la politique publique qu'elle porte et au regard d'opportunités (exemple : vente de terrains de l'Etat).

Par ailleurs, la communauté de communes possède un patrimoine communautaire important et opère, chaque année, des acquisitions. Ce patrimoine est actuellement géré par divers services. Cette gestion est hétérogène et la connaissance des biens n'est pas centralisée.

Ainsi, le projet consistera à élaborer une stratégie foncière en travaillant sur l'ensemble des politiques sectorielles de la collectivité nécessitant une action foncière : agriculture / environnement (dont eau et assainissement) / économie / habitat / mobilités / services.

Il s'agit de partager l'avancement des stratégies en matière de politique agricole / politique environnementale / politique de développement économique / politique en matière d'urbanisme (habitat / mobilités..) etc. L'objectif est de faire ressortir le type de besoin foncier pour accompagner l'ensemble de ces politiques sectorielles.

Dans ce cadre, la collectivité devra :

- Identifier les points convergents et les points de vigilance (exemple : les extensions des ZA conduisent à un prélèvement de terres agricoles et naturelles mais sont nécessaires à l'extension des sites dits stratégiques) ;

- Identifier les critères d'analyse pour comparer diverses implantations foncières possibles permettant de limiter les impacts (exemple : remobilisation en priorité des espaces déjà urbanisés = friches/moindre impact agricole/moindre impact environnementale/participe à la revitalisation des centralités...);
- Identifier les critères d'optimisation foncière ;
- Poser les critères d'analyse du stock foncier (que garde-t-on ? ...);
- Poser les bases d'une bonne gestion de ce stock (terrain nu / terrain bâti...);
- Faire émerger des sujets prioritaires ? (au fil des demandes des services / priorités aux grands projets d'aménagement...).

Un accompagnement de la collectivité sera nécessaire notamment pour la réalisation d'un inventaire stratégique.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : veille et action foncière

Domaine(s) d'action secondaire(s) : compensation

► CALENDRIER

2022 et années suivantes

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses : animation et aide à la réalisation de la politique publique/stratégie par le directeur urbanisme/foncier (embauche juillet 2022).

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Mise en place du service urbanisme/foncier Réalisation et validation de la politique publique	Inscription des actions de la collectivité et de services au sein d'une stratégie cohérente et convergente	Facilitation des projets Anticipation des enjeux et / ou difficultés

TT. Élaboration de la politique publique observation territoriale

FICHE ACTION

ACTION N°OBS1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Définir les orientations de la politique d'observation territoriale de la communauté de communes, la stratégie et les priorités en vue de guider le travail mené par les services grâce au Système d'Information Géographique (SIG) à développer.

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : tous les fournisseurs de données (département, syndicat, Etat, région, etc.), communes

- Opérationnalité : ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La collectivité a des compétences multiples et les besoins de connaissances et d'observation (pour définir, mettre en œuvre et évaluer les politiques sectorielles de la collectivité) varient en fonction des domaines. Avant de mettre en place un outil de gestion et d'observation pour la collectivité, il faut que les élus définissent leurs priorités et fixent les orientations de politique publique en la matière.

Objectifs :

Animer un groupe de travail d'élus (composition à définir : comité ad hoc ou composé à partir de membres d'autres comités) pour recueillir les besoins de l'intercommunalité et des communes en matière d'observation territoriale et bâtir les orientations à proposer au cycle décisionnel (commission transversale, bureau, conseil). L'enjeu est de bien dessiner les contours de l'observatoire local. Les différents types d'utilisateurs de l'observatoire (élus, agents, partenaires) pourront aussi être rencontrés/sondés pour alimenter les réflexions et bien définir le cap à suivre et les objectifs/priorités.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : services aux territoires et aux citoyens

Domaine(s) d'action secondaire(s) : formation, éducation et recherche

► CALENDRIER

2022

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Principaux postes de dépenses :

-Animation par le directeur de projet SIG

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Elaboration et validation des orientations de la politique publique	Mise en œuvre de l'observatoire inscrit dans le respect des orientations (moyens humains et matériel)	Suivi/évaluation des actions portées par l'intercommunalité et aide à la décision

UU. Mise en place d'un observatoire SIG

FICHE ACTION

ACTION N°OBS2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Doter la communauté de communes d'un outil de gestion et observation du territoire et de ses dynamiques afin d'alimenter les diagnostics et études de la collectivité, aiguiller les décisions des élus pour adapter les politiques publiques aux réalités des besoins, évaluer les politiques publiques...

- Porteur/Pilote de l'action : Communauté de communes Balcons du Dauphiné
- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : tous les fournisseurs de données (département, syndicat, Etat, région, etc.), communes
- Opérationnalité : ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

Préciser l'échéance si possible : observatoire socio-démographique disponible au 2nd semestre 2021

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

La collectivité a des compétences multiples et les besoins de connaissances et d'observation - pour définir, mettre en œuvre et évaluer les politiques sectorielles de la collectivité varient en fonction des domaines. L'enjeu est de mettre en place un outil de gestion et d'observation SIG pour la collectivité. Les besoins des partenaires pourront également être pris en compte afin de valoriser l'outil.

Objectifs :

Doter la communauté de communes d'un outil de gestion et observation du territoire et de ses dynamiques pour mettre en œuvre les orientations définies par les élus dans la cadre de la politique publique relative à l'observation territoriale. Le territoire n'est pas doté d'observatoires. La communauté de communes et également ses partenaires ne sont pas dotés d'outils qui permettent :

- d'alimenter les diagnostics et études de la collectivité ;
- d'aiguiller les décisions des élus pour adapter les politiques publiques aux réalités des besoins (population...)
- de donner de la matière pour défendre les intérêts de la collectivité auprès des financeurs ;
- d'apporter du contenu objectif pour élaborer les projets et analyser leur portée (évaluation des politiques publiques).

Concernant l'observation territoriale, un recueil des besoins de la collectivité et de ses partenaires est nécessaire afin de préciser les thématiques à observer, éviter les doublons...

L'enjeu est de bien comprendre les futurs usages de l'observatoire local. Il est essentiel de commencer la démarche par une rencontre avec les différents types d'utilisateurs de l'observatoire local (élus, agents, partenaires) afin de bien calibrer l'offre de données et la trame de l'observatoire.

Contenu de l'action :

1. Bien comprendre les futurs usages : il est essentiel de commencer la démarche par une rencontre avec les différents types d'utilisateurs (élus, agents, partenaires) afin de bien calibrer l'offre de données et la trame de l'observatoire / SIG. La collectivité a des compétences multiples et les besoins de connaissances et d'observation varient en fonction des secteurs. L'enjeu est que l'outil réponde aux besoins des pôles et directions de la collectivité.

Deux champs devront être couverts :

- La centralisation de la connaissance nécessaire à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ;

- L'analyse des dynamiques territoriales.

2. Construire un système d'information fiable et facile d'accès : le système d'information qui est construit pour collecter et traiter les données locales doit être fiable et clair pour une bonne prise en main par les différents acteurs amenés à y travailler. Il est aussi important qu'il soit facilement transférable et actualisable. L'observatoire partagé réalisé dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour faciliter notamment les Analyse des Besoins Sociaux (ABS) des communes du territoire pourra être mobilisé/valorisé/enrichi à cette occasion. Des liens étroits seront à créer avec la direction de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la démarche en cours de mise à jour des bases de données des réseaux et infrastructures d'eau potable et d'assainissement.

3. Proposer des outils adaptés à différents publics pour différents usages : afin de s'adapter aux besoins de chaque type d'usagers de l'observatoire, il est pertinent de proposer différents types de visualisation des données locales tels que des cartographies, des fiches thématiques, des fiches de synthèse territoriale, un rapport complet général avec des clés de lecture et commentaires sur les données locales... Cette diversité des « livrables » de l'observatoire permet une prise en main optimale par les usagers de l'observatoire local. Pour cela, il est aussi important de présenter les données de façon attrayante, pédagogique et lisible par tous. Le développement d'indicateurs facilement actualisables dans le cadre de bilans annuels est un objectif (valorisation sous formes de chiffres clefs, cartes, graphiques, etc.). Des indicateurs alternatifs permettant d'évaluer le bien-être de la population pourront être développés.

4. Animer et faire vivre le SIG/ observatoire du territoire :

De l'identification des données à intégrer à l'observatoire à la diffusion des travaux, la démarche implique un travail en lien étroit et régulier avec les services et les partenaires.

Ainsi, l'outil devra être animé, les travaux devront être valorisés et les bases de données devront également être maintenues à jour.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : services aux territoires et aux citoyens

Domaine(s) d'action secondaire(s) : formation, éducation et recherche

► CALENDRIER

2022 et années suivantes

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir, selon les différentes étapes d'avancement du projet le cas échéant :

Budget 2022 inscrit : 80 000 €

Principaux postes de dépenses :

- Directeur de projet SIG
- Achat de logiciel et base de données
- Prestations ponctuelles (à définir : inventaire foncier, numérisation PLU...)

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
80 000 €	Leader 48 000 € Autofinancement CC 32 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Mise en place de l'outil de gestion et d'observation Recrutement d'un « Sigiste » Achat de la base de données	Prise en compte de ces données dans les politiques menées par la collectivité	

VV. Accompagnement technique sur les consommations d'énergie (Conseil en Energie Partagé +)

FICHE ACTION

ACTION N° ÉNE1

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Dans le cadre de la mise en place d'une stratégie de gestion immobilière des bâtiments intercommunaux répartis sur l'ensemble du territoire et de l'optimisation de l'éclairage public, sera mis en place un conseil technique en énergie partagé mutualisé, neutre et indépendant, avec comme objectif la réduction des dépenses énergétiques.

- Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant : TE38

- Opérationnalité : ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

L'organisation de la gestion du patrimoine immobilier est une priorité sur le territoire des Balcons du Dauphiné. En effet, avoir une vision patrimoniale globale et structurée va permettre de contribuer aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique, d'améliorer le confort des utilisateurs et de concilier économies de fonctionnement et transition écologique.

Le projet des Balcons du Dauphiné répond à une approche globale du développement durable de son territoire. En effet, celui-ci est engagé de longue date sur ces thématiques, œuvrant autant sur le développement de mobilités douces (ViaRhôna, voie verte), sur la préservation de la biodiversité (Natura 2000...), l'agriculture avec le Projet Agro-Environnemental et climatique, le climat (la protection des tourbières en Arrêtés préfectoraux de protection de biotope), jusqu'au Plan Climat Air Energie Territorial. L'élaboration d'une stratégie patrimoniale à l'échelle du territoire des Balcons du Dauphiné contribuera à la sobriété et à l'autonomie énergétique du territoire.

Objectifs :

Le projet consistera en définitive à mettre en place une stratégie de gestion immobilière des 61 bâtiments répartis sur l'ensemble du territoire, pour une surface de plancher d'environ 10 000 m².

Les questions de performance énergétique ne peuvent être abordées indépendamment des aspects environnementaux (analyse de cycle de vie, matériaux biosourcés...), de confort d'usage (lumière naturelle, confort thermique, acoustique...), d'organisation des espaces, de la relation du bâtiment avec son territoire et son environnement immédiat.

Ainsi, la première étape, objet de la présente action, consistera à diagnostiquer les consommations énergétiques du parc bâtiminaire de l'intercommunalité, mais aussi du parc d'éclairage public à sa charge. De cette manière, il orientera les actions futures de la collectivité dans la gestion de ce patrimoine, en axant l'action sur les sites prioritaires.

Contenu de l'action :

La communauté de communes bénéficiera d'un conseil technique en énergie partagé mutualisé, neutre et indépendant, avec comme objectif la réduction des dépenses énergétiques.

Afin d'identifier les surconsommations et les dérives éventuelles, il comprend :

- Un bilan des consommations liées aux bâtiments ;
- Un bilan lié à l'éclairage public.

Il fournira aux élus les priorités et éléments pour leur permettre de planifier et de budgétiser des actions d'économie d'énergie sur plusieurs années : optimisation des contrats, pratiques d'exploitation mais aussi les petits investissements nécessaires pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

Il comprendra également l'accompagnement et la valorisation des CEE issus des travaux de performance énergétique.

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal : énergies

Domaine(s) d'action secondaire(s) : efficacité énergétique

► CALENDRIER

Conseil en Energie Partagé + : 2022-2024

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel :

CEP+ : 0,30 € / habitant / an, soit 23 000 € / an

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
23 000 €	Autofinancement CC 23 000 €
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Nombre d'interventions en conseil en énergie partagé	Suivi de la consommation du parc bâti public	Réduction des émissions de gaz à effet de serre
		Réduction des factures énergétiques pour la collectivité
		Amélioration du confort d'usage

WW. Soutien aux communes concernant leurs consommations d'énergie (conseil en énergie partagée) et dans la rénovation de leur patrimoine (AGEDEN)

FICHE ACTION

ACTION N°ÉNE2

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Réduire les consommations énergétiques du patrimoine bâti public.

- Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Maîtrise d'œuvre/Suivi/Évaluation : structures existantes types TE38 et AGEDEN

- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Les secteurs tertiaires et du logement représentent 29% de la consommation énergétique du territoire, avec respectivement 7% et 22%. Ces consommations s'expliquent avant tout par le poids du chauffage dans les consommations, elles représentent un budget important pour les ménages et les collectivités, qu'il convient de réduire afin de limiter la précarité énergétique.

Objectifs :

L'objectif est d'accompagner les collectivités afin qu'elles réduisent leurs dépenses énergétiques par la mutualisation d'un conseiller en énergies, neutre et indépendant sur l'aspect consommation.

Par ailleurs, il est proposé que cet accompagnement se poursuive dans le cadre de véritables projets de rénovation à but énergétique : changement de système de chauffage, isolation...

Contenu de l'action :

- Promouvoir et généraliser les interventions des Conseillers en Énergie Partagés (CEP) pour connaître les consommations des bâtiments publics :
 - Analyse et suivi personnalisé des consommations d'énergie (bâtiments et éclairage public) ;
 - Assistance technique.
- Sur cette base, prioriser les bâtiments les plus énergivores pour engager des diagnostics thermiques approfondis ;
- Mettre en œuvre des travaux de rénovation portés par les communes ;
- Identifier les fonds de concours pouvant permettre de bénéficier de financements ;
- Sensibiliser les occupants à la maîtrise de l'énergie (élus, agents).

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal : énergies

Domaine(s) d'action secondaire(s) : efficacité énergétique

► CALENDRIER

Le conseil aux collectivités est en cours de structuration, par la mise en place d'un partenariat avec les structures locales existantes, telles que le TE38, l'AGEDEN courant 2022.

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir :

Accompagnement des collectivités / fonctionnement

33 500 € pour le conseil en énergie partagée

Accompagnement des projets de rénovation, montant à définir

Financements correspondants estimatifs :

Besoins de financements	Sources de financements
Accompagnement des collectivités 33 500 € pour 2022 43 120€ pour 2023 (source : PCAET) Accompagnement Ageden des communes : 8 120 €	33 500 € fonds propres Balcons du Dauphiné 43 120 € fonds propres Balcons du Dauphiné 8 120 € en fonds propres Balcons du Dauphiné en 2022, cofinancé à 50 %
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Nombre d'interventions en conseil en énergie partagée	Suivi de la consommation du parc bâti public	Réduction des émissions de gaz à effet de serre
Nombre de diagnostics thermiques réalisés		Réduction des factures énergétiques pour les communes
Nombre d'accompagnement de projet de rénovation par les communes		Amélioration du confort d'usage.
Engagement d'un plan de rénovation du bâti public		

XX. Elaboration de la stratégie de déploiement des énergies renouvelables

FICHE ACTION

ACTION N°ÉNE3

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) :

Elaborer une stratégie de déploiement des énergies renouvelables sur le territoire des Balcons pour maîtriser, coordonner et planifier le développement de ces énergies.

- Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné

- Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :

Expertise : Structures locales (TE38 ou autres), GRDF, ENEDIS et autres acteurs de l'énergie

- Opérationnalité : ☐ en 2021 ☐ en 2022 ☐ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Le territoire est très dépendant des énergies fossiles et sa production d'énergie renouvelable reste concentrée sur le bois-énergie et l'hydroélectricité. Des études de potentiels approfondies sont à mener pour établir une réelle stratégie de développement des énergies renouvelables sur le territoire.

Objectifs :

- Disposer d'un outil d'orientation et de planification de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, afin de rendre lisible et visible les choix retenus et leurs conséquences.
- Répondre plus facilement à l'émergence de multiples projets et sollicitations de porteurs de projets ;
- Être acteur du développement des différentes filières ENR sur le territoire en identifiant les potentiels.

Contenu de l'action :

- Capitaliser les études existantes ;
- Réaliser une cartographie des projets existants ou programmés ;
- Cartographie des potentiels, sur la base des opportunités foncières et immobilières, publics et privées, croisée avec les choix politiques de développement des différentes filières ;
- Réflexion sur la pertinence du développement d'outils d'animation territoriale (type cadastre solaire / énergétique) de manière à susciter l'émergence de projet auprès des porteurs privés du territoire ;
- Animer le réseau des acteurs du territoire, impulser et accompagner des initiatives (type centrales solaires villageoises...).

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal (obligatoire) : énergies.

Domaine(s) d'action secondaire(s) : production d'EnR.

► CALENDRIER

2^{ème} semestre 2022 : Engagement de l'élaboration de la politique publique et de l'appel d'offre pour la réalisation du schéma.

3- Financement de l'action

Budget de fonctionnement : 30 000 €

Financements correspondants :

Besoins de financements	Sources de financements
30 000 €	A définir
RÉSULTAT	Financement à trouver

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Engagement appel d'offre oui/non	Puissance PV installée	Baisse des GES
Réalisation schéma oui/non	Nombre de projets EnR réalisés	Renforcement de la résilience et de l'autonomie énergétique du territoire
Actions concourant à la mise en œuvre du schéma (cadastre solaire, centrales villageoises...)	Hausse de la part des EnR / autres énergies	
Réalisation d'opérations respectant le cadre fixé par le schéma		

YY. Mise en place d'un accompagnement « performance énergétique » pour les particuliers

FICHE ACTION

ACTION N°ÉNE4

1- Descriptif synthétique de l'action

- Objectif(s) visé(s) : réduire les consommations énergétiques des logements.
 - Porteur/Pilote de l'action : communauté de communes des Balcons du Dauphiné
 - Partenaire(s) concerné(s), le cas échéant :
- Financement pour l'accompagnement aux particuliers : Etat, Région et Département
- Maîtrise d'œuvre/Suivi/Évaluation : structures existantes types AGEDEN, ANAH
- Opérationnalité : ☒ en 2022 ☒ en 2023 et plus

2- Descriptif détaillé de l'action

Contexte :

Les secteurs tertiaires et du logement représentent 29% de la consommation énergétique du territoire, avec respectivement 7% et 22%. Ces consommations s'expliquent avant tout par le poids du chauffage dans les consommations, elles représentent un budget important pour les ménages et les collectivités, qu'il convient de réduire afin de limiter la précarité énergétique.

Objectifs :

Accompagnement des particuliers

L'objectif est de déployer le service Info Energie pour l'ensemble des habitants des Balcons du Dauphiné, quels que soient leurs revenus, et ayant un projet de rénovation, de construction ou de changement de système de chauffage. Il s'agit de leur apporter un conseil indépendant et un accompagnement personnalisé sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

L'objectif final étant :

- La diminution des consommations énergétiques ;
- La diminution de la précarité énergétique due à la facture énergétique ;
- L'amélioration du confort des logements ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Contenu de l'action :

Accompagnement des particuliers

- Mettre en place des permanences sur le territoire des Balcons du Dauphiné pour conseiller et accompagner les particuliers :
 - informations de 1er niveau d'ordre juridique, technique, financière et social ;
 - conseil personnalisé par rapport aux besoins du ménage (priorisation des travaux, choix des matériaux d'isolation, du système de chauffage, aides financières ...) ;
 - accompagnement plus poussé, pour les projets ambitieux, compatibles avec l'atteinte du niveau Bâtiment basse consommation. Visite du bien à rénover et un rapport remis au particulier.

Ces conseils sur la rénovation énergétique peuvent être complétés par des conseils sur les gestes économes et la production d'énergies renouvelables.

- Réaliser des visites de sites performants ;
- Réaliser des soirées d'information et de sensibilisation ;
- Réaliser des rencontres « professionnels du bâtiment » / particuliers.

Suivant leur revenu les particuliers sont accompagnés par l'opérateur Soliha (dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat) ou par l'Ageden (dans le cadre du service public de la performance énergétique de l'habitat).

► LES DOMAINES D'ACTION

Domaine d'action principal : énergies

Domaine(s) d'action secondaire(s) : Précarité énergétique, plan climat, économie

► CALENDRIER

Le conseil et l'accompagnement des particuliers sont pour partie portés par le service public de la performance énergétique de l'habitat, mis en place depuis janvier 2021. Il se poursuivra a minima pendant 3 ans, conformément au programme de financement.

Les habitants ayant un revenu modeste sont accompagnés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) qui a débuté en 2017 et se poursuivra jusqu'en 2025 dans le cadre du plan local de l'habitat (PLH).

3- Financement de l'action

Budget prévisionnel à prévoir :

Accompagnement des particuliers (SPPEH) / fonctionnement

352 700 € sur trois ans (2021 à 2023)

Accompagnement des particuliers (OPAH) / 50% Fonctionnement / 50 % investissement

Dépenses : 761 200 € pour 2020-2025

Financements correspondants estimatifs :

Besoins de financements	Sources de financements
Accompagnement des particuliers (SPPEH) 352 700 € pour 3 ans (2021-2023)	135 500 € / contribution SARE CEE 132 200 € / contribution Région 23 000 € / contribution Département 62 000 € / fonds propres Balcons du Dauphiné
Accompagnement des particuliers (OPAH) 761 200 €	516 765 € / contribution ANAH 244 435 € / fonds propres Balcons du Dauphiné
RÉSULTAT	Budget à l'équilibre

4- Dispositif de suivi et d'évaluation de l'action

Tableau des indicateurs (Analyse qualitative et quantitative, à compléter par année si besoin) :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
Nombre de permanences réalisées pour l'accompagnement des particuliers	Mètres carrés rénovés	Réduction des émissions de gaz à effet de serre
Nombre de rénovations effectivement réalisées	Suivi de la consommation du parc bâti tertiaire	Réduction des factures énergétiques et donc de la précarité énergétique des ménages
Nombre de diagnostics thermiques réalisés	Suivi de la consommation du parc de logements privés	Structuration du réseau des professionnels
Nombre d'actions de sensibilisation et d'information	Suivi de la consommation des copropriétés	
Nombre de logements vacants réhabilités	Suivi de la consommation du parc social	
Nombre de passoires thermiques rénovées (logements privés, parc social, bâtiments publics)		
Nombre de copropriétés rénovées		

* *

*

Ces actions représentent une partie des réalisations communautaires, elles sont construites et mises en œuvre en tenant compte des enjeux majeurs et conformément aux engagements de l'intercommunalité.

● **Le président propose de**

- **VALIDER les termes du présent rapport**
- **DIRE que les actions présentées sont une présentation de certaines réalisations de l'intercommunalité, sans exhaustivité,**
- **DIRE que les enjeux majeurs sont :**
 - **L'accès aux services en milieu rural**
 - **Les mobilités**
 - **L'adaptation aux impacts du changement climatique**
 - **La préservation de la ressource en eau**
 - **La préservation de la biodiversité**